



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



2024

DÉCEMBRE 2023

PROGRAMME DE TRAVAIL

Abréviations

AcVC	Accident de la vie courante
AIS	Alcool Info Service
Albane	Enquête sur la santé, la biosurveillance, l'alimentation et la nutrition
Anses	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
ANRS-MIE	ANRS-Maladies infectieuses émergentes
ANSM	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
ARS	Agence régionale de santé
ASV	Atelier ville santé
AT-MP	Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles
AVC	Accident vasculaire cérébral
AVI	Années vécues avec de l'incapacité
BEH	Bulletin épidémiologique hebdomadaire (Santé publique France)
BOD	Fardeau des maladies
BSP	Bulletin de santé publique
BUA	Bon usage des antibiotiques
CED	Comité d'éthique et de déontologie
CLS	Contrat local de santé
Cnam	Conservatoire national des arts et métier
CNR	Centre national de référence
CNDP	Commission national du débat public
COD	Comité d'orientation et de dialogue (Instance de Santé publique France)
Coset	Cohortes pour la surveillance épidémiologique en lien avec le travail
CoviPrev	Enquête pour suivre l'évolution des comportements et de la santé mentale pendant l'épidémie de Covid-19
CPS	Compétences psychosociales
CS	Conseil scientifique
DALYs	<i>Disability Adjusted Life Years</i> - Espérance de vie corrigée de l'incapacité
DGESCO	Direction générale de l'enseignement scolaire
DGOS	Direction générale de l'offre de soins (ministère de la santé)
DGS	Direction générale de la santé
DIS	Drogues Info Service
DROM	Département et région d'outre-mer
ECDC	<i>European Centre for Disease Prevention and Control</i> - Centre européen de prévention et de contrôle des maladies
EFSA	Autorité européenne de sécurité des aliments
EHESP	École des hautes études en santé publique
Ehpad	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
Emergen	Systèmes de surveillance génomiques des variants du SARS-CoV-2
Enabee	Etude nationale sur le bien-être des enfant
Enclass	Enquête nationale en Collège et en Lycée chez les Adolescents sur la Santé et les Substances
ENP	Enquête nationale périnatale
Entred	Échantillon national témoin représentatif des personnes diabétiques
Épifane	Épidémiologie en France de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants pendant leur première année de vie
EQIS	Évaluation quantitative de l'impact sur la santé
ERAS	Enquête Santé-Sexualité-Prévention « Rapport au sexe »
ERP	<i>Enterprise resource planning</i>
ESMS	Établissements et services médico-sociaux

ESSPOL	Etude sur l'état de santé et santé perçue des populations riveraines d'un site potentiellement pollué en région Grand Est
Esteban	Étude de santé sur l'environnement, la biosurveillance, l'activité physique et la nutrition
EU4Health	Programme de financement de la Commission Européenne «L'UE pour la santé»
FdR	Facteur de risque
Fideli	Fichiers démographiques sur les logements et les individus
Fnasat	Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les Gens du voyage
GD4H	<i>Green data for health</i>
Géodes	Plateforme web dynamique rassemblant une grande partie des indicateurs de santé publique produits par Santé publique France
HAS	Haute Autorité de santé
HCSP	Haut Conseil de la Santé Publique
HERA	<i>Health Emergency Response Authority</i> (Autorité européenne pour la préparation et la réponse aux urgences sanitaires)
HTA	Hypertension artérielle
IANPHI	Association internationale des instituts nationaux de santé publique
IAS	Infections associées aux soins
Icaps	Intervention auprès des collégiens centrée sur l'activité physique et la sédentarité
IDEA	Cours international d'épidémiologie appliquée (EHESP)
INCa	Institut national du cancer
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
INRS	Institut national de recherche et de sécurité
IRA	Infections respiratoires aiguës
ISS	Inégalité sociale de santé
IST	Infections sexuellement transmissibles
ISTS	Inégalités sociales et territoriales de santé
JIS	Joueurs Info Service
JOP	Jeux olympiques et paralympiques
LS	Littératie en santé
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
MCE	Matrices cultures-expositions
MCP	Maladies à caractère professionnel
MEE	Matrices emplois-expositions
MSA	Mutualité sociale agricole
NRBC	Nucléaire, radiologique, biologique et chimique
NRBC-E	Nucléaire, radiologique, biologique, chimique, explosifs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	<i>World Organisation for Animal Health</i> - Organisation mondiale de la santé animale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORS	Observatoire régional de santé
PARC	<i>Partnership for the Assessment of Risk from Chemicals</i>
PE	Perturbateur endocrinien
Pnacc	Plan national d'adaptation au changement climatique
PNNS	Plan national nutrition santé
PPS	Prévention et promotion de la santé
PrEP	Prophylaxie pré-exposition
PréviST	Enquête nationale de prévalence des infections sexuellement transmissibles
PRS	Plans régional de santé
PST	Plan santé travail
QEI	Qualité des environnements intérieurs
ReTEx	Retour d'expérience
RNSP	Réseau national de santé publique
SAGA	Surveillance active des personnes exposées à un foyer d'influenza aviaire hautement pathogène dans un contexte professionnel

ScoT	Schéma de cohérence territoriale
SESSE	Surveillance Epidémiologique de la Santé des personnes Sans Emploi
SESSTIM	Unité mixte de recherche Sciences Economiques et Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale
SI	Système d'information
SICAPRO	Surveillance de l'incidence des cancers en lien avec l'activité professionnelle
SIDEP	Système d'Information de dépistage populationnel (national)
SI-SAMU	Système d'information du service d'aide médicale urgente
SNDS	Système national des données de santé
SSE	Situations sanitaires exceptionnelles
SUM'EAU	Surveillance microbiologique des eaux usées
SurSaUD®	Système français de surveillance sanitaire des urgences et des décès
TBE	Encéphalite à tiques
Tiac	Toxi-infection alimentaire collective
TIS	Tabac Info Service
TMS	Troubles musculo-squelettiques
Unicef	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VigilanS	Dispositif de veille post-hospitalière des suicidants sur une période de six mois
VRS	Virus respiratoire syncytial
YLL	Années de vie perdues

Programmation 2024

SOMMAIRE

Abréviations	1
Introduction	5
Fiche Enjeu. Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies	8
Fiche Focus. Jeux Olympiques et paralympiques de Paris	15
Fiche Enjeu. Numérique en santé publique	18
Fiche Enjeu. Santé environnement, changement climatique et environnement de travail	22
Fiche Enjeu. Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention	29
Fiche Enjeu. Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations	37
Fiche Enjeu. Inégalités sociales et territoriales de santé	43
Fiche Enjeu. Soutien à la programmation scientifique de l'agence et à l'expertise en santé publique et sécurité sanitaire	49

Introduction

L'ambition générale de Santé publique France se concrétise dans ce programme de travail 2024, dont le présent document propose une synthèse ainsi qu'une illustration de projets.

Il vise à garantir, en tous points du territoire, **une réponse réactive et adaptée aux menaces pesant sur la santé** de nos concitoyens **ainsi que la mise à disposition de leviers, qu'ils soient individuels ou collectifs, permettant de promouvoir des environnements et des comportements favorables** à une meilleure santé pour tous.

Ce défi s'inscrit dans **un contexte de changements globaux** déjà visibles et à venir, tant climatiques, environnementaux que sociétaux, qui nécessitent d'anticiper leurs effets sur la santé, dans un objectif d'atténuation des impacts et d'adaptation de la population aux nouveaux risques.

De même, les attentes de nos donneurs d'ordre, de nos partenaires et de nos parties prenantes sont fortes, tant au niveau national que territorial, et impliquent **une organisation agile de Santé publique France** pour y répondre, tout en renforçant l'expertise et les capacités d'aide à la décision, en particulier en cette année 2024, marquée par la préparation et l'accueil de grands événements sportifs.

L'atteinte de ces objectifs implique enfin une **collaboration étroite entre les différents acteurs**, producteurs de données, décideurs, professionnels de santé, élus, monde associatif, citoyens, au niveau national comme international. C'est pourquoi l'ensemble de ces travaux seront menés dans un objectif de continuum de santé publique, en lien avec les autres acteurs intervenant dans ce champ, dans un principe de priorisation, de réaffectation des ressources et de mutualisation des connaissances.

Ce programme de travail s'inscrit dans cette trajectoire globale, tout en s'intégrant dans le cadre d'orientations stratégiques fortes et transversales : **l'excellence** de l'expertise, **l'ouverture** à toutes les composantes de la société et **l'innovation** dans toutes ses dimensions, y compris organisationnelle.

Ainsi, et dans la continuité des travaux déjà initiés, plusieurs axes de développement majeurs seront à l'œuvre en 2024.

Tout d'abord, un engagement fort pour **l'animation et le renforcement de dispositifs de veille et de surveillance**, notamment par la poursuite d'une approche intégrée de la surveillance pour la prévention des épidémies hivernales telles que la grippe, le VRS et la COVID-19 et une dynamique d'innovation et de partenariat avec la recherche, comme avec le Consortium Emergen, en étroite collaboration avec l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes ou le déploiement du dispositif Sum'eau de surveillance des eaux usées, en lien avec l'Anses.

Dans le cadre d'une stratégie de modernisation globale, l'agence s'engage également à poursuivre les efforts en matière de **modernisation de ses systèmes d'informations** afin de renforcer son efficacité opérationnelle, ainsi que sa réactivité face aux urgences sanitaires ; ce sera notamment le cas avec le développement d'un nouveau système d'information pour la réserve sanitaire.

Dans un objectif de réduction des facteurs de risque et de développement d'environnements favorables à la santé, l'agence s'inscrit dans le cadre d'une approche « One health - Une seule santé ».

Ces travaux contribuent à la réalisation des objectifs de grands plans nationaux ou régionaux (PNSE4, PST4, PNNS, PNACC, Plan chlordécone, plans régionaux de santé) et s'inscrivent dans le cadre de collaborations étroites avec de nombreux partenaires (CNAM, Anses, Inca, ANSM, Ineris, Ademe, Météo France...).

2024 verra ainsi le lancement de la phase pilote de **l'enquête Albane**, projet conjoint d'enquête sur l'alimentation, la nutrition, l'état de santé et la biosurveillance, en collaboration avec l'Anses, de la deuxième édition de **l'étude Kannari** sur l'exposition de la population au chlordécone aux Antilles, ainsi que l'édition rénovée du **Baromètre de Santé publique France**.

Dans la perspective « One Health – Une seule santé », l'enjeu du croisement des données s'avère également capital pour approfondir la compréhension des liens entre les expositions, dont les milieux de vie, les divers facteurs de risques et leurs répercussions sur la santé. Les approches méthodologiques favorisées par l'essor des technologies numériques constituent dans ce cadre des leviers d'innovation majeurs dont l'agence s'empare afin d'améliorer son action, notamment grâce à des collaborations avec des partenaires tels que le *GreenData For Health* ou le *Health Data Hub* en vue d'alimenter des travaux d'analyses prédictives pour l'aide à la décision.

Il s'agit donc de caractériser finement les expositions et d'évaluer leur impact sur la santé, tant au niveau local que national dans l'objectif d'en estimer le fardeau pour la santé publique, puis de contribuer activement ainsi *in fine* au déploiement de stratégies de prévention efficaces, adaptées au contexte et en adéquation avec les besoins de la population, en particulier les plus vulnérables. Parmi les priorités 2024, des actions spécifiques pour promouvoir **la santé mentale** et pour accompagner les familles dans les **1 000 premiers jours** de l'enfant.

Afin de faire évoluer les connaissances, attitudes et comportements, ainsi que les représentations sociales des populations, Santé publique France déploiera en 2024 des dispositifs de **marketing social** qui seront complémentaires d'autres formes d'interventions de santé publique, parmi lesquelles l'appui de l'agence au développement des **compétences psychosociales** (CPS) qui sont essentielles pour la prise de décision, la communication, la gestion des relations et des émotions, et contribuent ainsi à une meilleure santé. Cette approche globale se traduira à l'échelon territorial par **un appui aux acteurs territoriaux** via un partage de connaissances, le renforcement des compétences, le développement d'actions de proximité au plus près des publics, notamment les plus vulnérables, contribuant de fait à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

L'agence accompagnera ainsi la mise en place des bilans de prévention, en proposant notamment des outils à destination des populations vulnérables.

En 2024, Santé publique France poursuivra également ses travaux visant à l'alimentation du **registre d'interventions efficaces et prometteuses**, avec pour objectif de rendre facilement accessible aux décideurs et chefs de projet territoriaux un catalogue d'interventions de prévention et de promotion de la santé déjà évaluées. Cette démarche permet également de nourrir la stratégie d'**évaluation de l'impact médico-économique** des interventions spécifiques par le calcul du retour sur investissement des projets présents dans le registre, comme cela a été fait en 2023 sur le tabac et le Nutri-Score.

La mise à disposition d'une **information scientifique accessible, pertinente et de référence** au travers de ses outils de communication et du renforcement de la stratégie d'**Open DATA** constitue également un levier majeur de l'action de l'agence dans l'objectif de mieux intégrer les approches populationnelles et géographiques, de proposer des modalités de restitution adaptées à tous les profils d'utilisateurs. Cela se traduira notamment en 2024 par le

déploiement d'une nouvelle plateforme d'open data, avec pour objectif une appropriation plus grande des indicateurs produits par l'agence par le grand public.

La réalisation de ce programme de travail ambitieux reposera sur l'excellence et l'engagement des femmes et des hommes qui forment le collectif de Santé publique France. D'avance je les en remercie.

Dr Caroline Semaille

Directrice générale de Santé publique France

Fiche enjeu

Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies

« Garantir une réponse réactive et adaptée aux menaces pour la santé »

L'anticipation, la préparation et la réponse aux menaces sanitaires de grande ampleur sont au cœur des missions de Santé publique France. L'association des fonctions de veille, d'alerte et des moyens de réponse dont elle dispose lui permet d'anticiper et de garantir une réponse réactive et adaptée aux menaces pour la santé des populations, à tous les échelons territoriaux, qu'il s'agisse d'une urgence sanitaire simple, d'une situation sanitaire exceptionnelle ou encore d'une crise.

Ces défis s'inscrivent dans un contexte où les attentes des partenaires et des parties prenantes sont fortes, tant au niveau national que territorial, et impliquent une organisation agile de Santé publique France pour y répondre. Ainsi, et dans la continuité des travaux déjà initiés, plusieurs axes de développement majeurs seront à l'œuvre en 2024.

L'agence s'attachera tout d'abord au **renforcement de ses dispositifs de surveillance et d'alerte** en poursuivant notamment une approche intégrée de la surveillance pour la prévention des épidémies hivernales telles que la grippe, le VRS et la COVID-19. Cette approche englobe l'évolution de la surveillance de la couverture vaccinale, la continuité des travaux sur l'efficacité des vaccins et une meilleure compréhension de l'hésitation vaccinale. L'agence demeurera également fortement impliquée dans la distribution des vaccins SARS-CoV-2. Anticiper l'émergence de maladies infectieuses, dont les gripes zoonotiques, est également un objectif prioritaire, impliquant le développement de protocoles *ad hoc* et le maintien des capacités de réponses réactives face à diverses infections, telles que les arboviroses (West Nile, dengue) ou les infections d'origine alimentaire et respiratoire. Ceci est d'autant plus important, compte tenu de l'augmentation notable des signalements et des clusters à investiguer dans un contexte de judiciarisation croissante.

Parallèlement, l'agence s'emploiera au **renforcement de son expertise dans une perspective d'aide à la décision**. Il s'agira notamment de poursuivre la révision de ses dispositifs de surveillance visant au déclenchement des alertes sanitaires et à la production de données et d'expertises nécessaires à l'élaboration et à la conduite des politiques de santé. L'agence poursuit ses efforts en matière de partenariats, reposant sur sa capacité à interagir avec l'ensemble de ses partenaires et à s'appuyer sur des réseaux structurés et performants pour mener à bien ses missions, tel que le réseau des CNR concernant l'expertise microbiologique ou le réseau des missions nationales de surveillance et de prévention des infections associées aux soins et de l'antibiorésistance, tous deux renouvelés en 2023.

En outre, la redéfinition du cadre d'emploi de la réserve sanitaire et de la doctrine sur les moyens sanitaires, en lien avec les services ministériels, constitue une priorité essentielle pour garantir une utilisation efficace et raisonnée des moyens disponibles en cas de menace sanitaire.

Dans le cadre d'une stratégie de modernisation globale, l'agence s'engage également à poursuivre ses **efforts en matière de modernisation de ses systèmes d'informations** afin de renforcer son efficacité opérationnelle ainsi que sa réactivité face aux urgences sanitaires. La refonte du système d'information de la réserve sanitaire est un impératif incontournable

pour assurer une gestion optimale d'une crise sanitaire d'envergure, en offrant un outil centralisé de gestion couvrant l'intégralité de la chaîne, de l'engagement initial à la mobilisation effective sur le terrain.

L'agence maintiendra également sa **dynamique d'innovation en consolidant ses activités de surveillance et de partenariat avec la recherche** via le Consortium Emergen, en étroite collaboration avec l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes. Cette initiative vise à établir un système national de surveillance génomique soutenant activement les activités de veille et de recherche dans le domaine des maladies infectieuses émergentes. Par ailleurs, Santé publique France continuera de développer la surveillance des eaux usées avec l'intégration d'indicateurs standardisés provenant des stations d'épuration. Elle poursuivra l'expansion de ce dispositif sur l'ensemble du territoire national, en lien avec les partenaires concernés.

Dans le domaine de la **modélisation mathématique mais aussi du traitement des données**, l'agence tirera profit des enseignements de la crise COVID en poursuivant un projet de structuration d'un réseau de modélisation pour appuyer la prise de décision publique. Cette initiative a vocation à couvrir un large éventail de thématiques, à commencer par les maladies infectieuses mais également les maladies chroniques, et, à terme, le domaine transversal de l'évaluation des dispositifs de prévention et de promotion de la santé.

La dimension suprationale revêt enfin une importance capitale, marquée par l'implication de l'agence dans plusieurs projets structurants comme dans le programme EU4Health pour le renforcement de nos capacités de surveillance (cf. Fiche Enjeu « Numérique en santé ») ou le projet PARC sur l'évaluation des risques liés aux substances chimiques (cf. Fiche Enjeu « Santé environnement »). L'agence collabore également avec des organisations internationales telles que l'OMS (Organisation mondiale de la santé), l'ECDC (Centre européen de prévention et de contrôle des maladies), HERA (Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire). Elle est également impliquée dans IANPHI (Association internationale des instituts nationaux de santé publique).

Enfin, la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris constituera en 2024 un événement majeur qui mobilisera l'ensemble des compétences, expertises et infrastructures de l'agence, en transversal et sur tout le continuum allant de la surveillance à la prévention et à la réponse. Une organisation interne spécifique est d'ores et déjà mise en place pour coordonner l'ensemble des travaux et être en interface de l'ensemble des parties prenantes.

Objectif 1. Contribuer à l'évaluation de l'ensemble des risques, notamment par l'animation et le renforcement de dispositifs de veille et de surveillance

L'agence contribue à évaluer les risques au travers des dispositifs de veille et de surveillance qu'elle anime dans une perspective d'anticipation des menaces et d'appui à la mise en place des mesures de gestion nécessaires à la préservation de la santé publique. Elle poursuivra notamment son action sur la surveillance des infections respiratoires aiguës. Elle concentrera également ses efforts sur le renforcement de la surveillance exhaustive et précoce des maladies à transmission vectorielles, dont la recrudescence inédite, y compris dans l'Hexagone, nécessite une attention particulière.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Activité de veille, surveillance et alerte dans le domaine des maladies infectieuses	Bilans de veille internationale	Déc.-24
	Fiches au Bulletin quotidien des alertes	En continu
	Mise en ligne des indicateurs dans Géodes	Déc.-24
	Surveillance en routine à partir du système de surveillance syndromique	En continu
	Transmission régulière des données de surveillance de la France vers des partenaires internationaux (ECDC – TESSY, OMS, OIE)	Déc.-24
Consolidation de la stratégie Laboratoires pour la surveillance des maladies infectieuses	Surveillance génomique des maladies infectieuses et expertise microbiologique associée à partir du réseau des CNR	En continu
	Poursuite du projet EMERGEN en lien avec l'ANRS MIE	Courant 2024
	Bulletin EMERGEN mensuel et par région et mise à jour du site internet SpFrance	
	Protocole Grippe zoonotique	
Grippe zoonotique : surveillance et expertise	Automatisation de la production d'indicateurs de suivi	Juin-24
	Indicateurs de suivi des investigations (SAGA- Surveillance active des personnes exposées à un foyer d'influenza aviaire hautement pathogène dans un contexte professionnel)	Juin-24
Surveillance des maladies visées par le plan NRBC et agents de la menace	Transmission des données à l'ECDC (Tessy), l'EFSA, l'OIE, et l'OMS charbon, tularémie	Mai-24
	Publications des résultats de l'étude de séroprévalence de la tularémie	Nov.-24
Surveillance et prévention de l'antibiorésistance et des infections associées aux soins (IAS)	Pilotage des missions nationales IAS-BUA (Bon Usage des Antibiotiques)	
	Bilan des signalements IAS	Fév.-24
	Contributions aux Journée régionales sur la prévention des risques infectieux et aux journées nationales des signalements	Sept.-24
	Surveillance de la consommation des antibiotiques en secteur de ville : articles et publication d'indicateurs Géodes	Nov.-24
	Enquêtes nationales de prévalence des IAS et des traitements AI en établissement de santé	Courant 2024
Infections d'origine alimentaire	Infections bactériennes	
	Analyse des cas sporadiques de SHU pédiatrique 2012-2021	Mars-24
	Mise à disposition des données dans Géodes	Oct.-24
	Mise à jour des dossiers thématique sur le site de SpFrance : Listeria, SHU pédiatriques, fièvres typhoïdes et paratyphoïde	Oct.-24
	Rapport annuel des données de surveillance	Oct.-24
	Infections parasitaires	
	Publication des résultats de l'étude des données hospitalières pour l'échinococcose (alvéolaire et kystique)	Mars-24
	Publication des données échinococcoses alvéolaire sous Géodes	Sept.-24
	Publication des données de séroprévalence de la toxoplasmose chez les femmes enceintes (Enquête Nationale Périnatale 2021)	Oct.-24
Surveillance, détection des émergences, évaluation du risque et prévention de maladies vectorielles en métropole et dans les Outre-Mer	Maladies vectorielles transmises par les moustiques	
	Mise en place d'un système de surveillance Mayaro et Oropouche en Guyane	Fév.-24
	Boîte à outils investigations émergences, mise à jour	Juin-24
	Publication étude séroprévalence dengue à Mayotte	Juin-24
	Transmission annuelle d'indicateurs arboviroses dans Géodes	Juin-24
	Rapport/synthèse annuel de surveillance arboviroses	Déc.-24

Projets/Activités	Livrables	Echéances
	Surveillance, études et expertise des maladies vectorielles transmises par les tiques et autres vecteurs (hors moustiques)	
	Étude sur les coexposés des cas d'encéphalite à tiques (TBE)	Sept.-24
	Mise à jour du dossier thématique Lyme	Sept.-24
	Analyse des données du Baromètre santé 2024 (Lyme et tiques)	Déc.-24
	Résultats de l'étude Sentick (piqûres de tiques en médecine générale)	Déc.-24
	Parasitoses à transmission vectorielle et émergente	
	Article surveillance du paludisme autochtone en France métropolitaine	Mars-24
	Actualisation annuelle des recommandations sanitaires aux voyageurs (HCSP/DGS/Santé publique France)	Juin-24
	Communication : Participation émission radio Africa n° 1 sur risque infectieux tropical (paludisme, arboviroses, bilharziose, etc.)	Juin-24
	Guide d'investigation épidémiologique du paludisme autochtone	Juin-24
	Points Epidémiologiques Paludisme Mayotte, Guyane	En continu
	Surveillance des TIAC et investigation des épidémies d'origine alimentaire	Transmission des données DO TIAC aux autorités européennes (EFSA)
Mise en ligne des données 2023 sur Géodes		Nov.-24
Rapport annuel sur les TIAC		Nov.-24

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Infections respiratoires aiguës		
Surveillance et expertise	Réponses aux saisines concernant les IRA	2024
	Contribution aux projets ECDC sur la surveillance des SARI (études VEBIS) : Rapport annuel	Mai-24
	Bilan IRA — Saison grippe/Covid et VRS	Juin-24
	Données de surveillance 2023-2024 Covid-19 vs saisons précédentes	Juin-24
	Surveillance virologique des IRA en médecine de ville : rapport de l'étude SurVSOS	Juin-24
	Bilan annuel de l'épidémie de grippe 2023-2024	Déc.-24
	Rapports hebdomadaires cas grave en réanimation	Déc.-24
	Rapports hebdomadaires IRA en établissements et services médico-sociaux (ESMS)	Déc.-24
Fardeau des infections respiratoires aiguës (Sars-CoV2, virus grippaux, VRS)	Modélisation de la mortalité attribuable à la grippe, au VRS et à la COVID-19 sur la période 2013-2023	Janv.-24
	Estimation de la mortalité évitée par la vaccination grippe sur la période 2013-2019 en France	Oct.-24
	Contribution aux travaux de la HAS sur le VRS, la grippe et la COVID-19	Déc.-24
	Estimations du nombre de décès attribuables à la grippe, au VRS et à la COVID-19 en temps réel au cours de la saison hivernale 2023-24.	Déc.-24
	Fardeau VRS et VRS bronchiolite	Déc.-24
	Impact Ac monoclonaux sur nombre de cas évités de bronchiolite	Déc.-24

	Impact des traitements préventifs contre le VRS	Déc.-24
	Modèle prédictif des épidémies de bronchiolite et de grippe	Déc.-24
Surveillance microbiologique des eaux usées (SUM'EAU)	Poursuite de l'expérimentation en lien avec le ministère et l'Anses	2024
Prévention des IRA	Diffusion mensuelle de la lettre info infections Créations d'outils de prévention du VRS Mise à jour de pages VIS en lien avec les IRA Poursuite de COVIPREV et évolution en « IRAPREV »	Courant 2024
Études	Estimation de la prévalence du COVID long en population générale adulte en France métropolitaine : rapport et article Estimation de la prévalence de l'affection post-COVID-19 et impact sur le recours aux soins, la santé mentale et la qualité de vie en France métropolitaine : articles Identification de l'impact de la pandémie Covid-19 sur les personnes atteintes de maladies chroniques : <ul style="list-style-type: none"> • Exploitation de la base de données et production d'indicateurs d'anxiété des personnes atteintes de MNT lors de la crise 	2024

Objectif 2. Réviser et renforcer les dispositifs de préparation et de réponse

Santé publique France assure la révision et le renforcement des dispositifs de préparation et de réponse lui permettant d'être constamment prêt à mobiliser les moyens et à adapter les stratégies de réponse à l'évolution des menaces. Un processus d'amélioration continue est mis en place, reposant sur l'analyse des retours d'expérience (RETEX) et la conduite d'exercices de crise. Cette approche itérative vise à optimiser en permanence la capacité de l'agence à faire face à une variété de défis en matière de santé publique, tout en maintenant un niveau élevé de préparation et de réponse.

L'année 2024 sera marquée par la participation à la rénovation du cadre d'emploi de la réserve sanitaire et aux travaux de révision de la doctrine de constitution des stocks stratégiques, en lien avec le ministère.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Améliorer la réponse de Santé publique France aux situations sanitaires exceptionnelles (SSE)	Plusieurs livrables sont prévus correspondant à des outils qui pourront être mobilisés en cas de SSE (ex. : définition d'une cellule opérationnelle inter-organisme et charte de fonctionnement ; listes d'effets sanitaires/indicateurs pertinents à collecter et procédures d'extraction associées ; différents protocoles d'enquête et questionnaires associés)	2024
Produire quotidiennement des indicateurs en réponse à une situation d'alerte et/ou crise	Synthèse des connaissances	Déc-24
	Bulletins quotidiens et hebdomadaires de surveillance de la morbidité et de la mortalité, tableaux de bord et bulletins de surveillance SurSaUD® en cas d'événement exceptionnel	Sept-24
	Point épidémiologique mensuel Santé mentale	Sept-24
	Synthèse quotidienne des indicateurs pendant les JOP 2024	Sept-24

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Etablissement pharmaceutique	Gestion des stocks stratégiques Participation aux travaux de révision de la doctrine de constitution des stocks stratégiques, en lien avec le ministère Constitution de kits de produits de santé pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) Travaux préparatoires à l'acquisition d'un ERP (Enterprise Resource Planning) pour l'établissement pharmaceutique	Courant 2024
Réserve sanitaire	Participation aux travaux de rénovation du cadre d'emploi de la réserve sanitaire, en lien avec le ministère Adaptation de l'organisation et du fonctionnement de la Réserve sanitaire — développement du SI Reserve Dispositif de formation des réservistes sanitaires	Courant 2024

Objectif 3. Renforcer l'expertise et les capacités d'aide à la décision

En 2024, l'agence se concentrera sur le renforcement de son expertise et de sa capacité d'aide à la décision, visant à offrir aux décideurs une expertise fiable pour éclairer leurs choix en matière de santé publique. Cette initiative s'inscrit dans une perspective de réponse adaptée au contexte local, et de prise en compte des spécificités territoriales dans la réponse à apporter aux événements sanitaires.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Renforcement de l'expertise et de l'appui à la décision	Participation de SpFrance aux travaux du SGDSN sur les plans nationaux en lien avec le ministère de la santé Contributions du comité d'experts sur les moyens sanitaires territoriaux en situation sanitaire exceptionnelle	Courant 2024

Ce renforcement se concrétisera également par la structuration d'un réseau de modélisation. Ce dispositif aura vocation à définir des collaborations avec des équipes de modélisation, pour répondre de manière réactive aux besoins des autorités de santé publique. La première phase de ce chantier consistera à définir, dans le périmètre des maladies infectieuses, les contours d'une première collaboration.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Structuration d'un réseau de modélisation visant à favoriser l'apport des travaux de modélisation mathématique à la décision publique en santé	Mise en place d'un premier partenariat	Courant 2024

Objectif 4. Structurer les actions de l'agence dans la préparation des « grands événements »

Les « grands événements », bien que de nature diverse, sont souvent récurrents et présentent généralement des problématiques similaires. Dans cette perspective, l'agence a établi un cadre méthodologique de référence pour orienter ses actions. Cette démarche lui permet de contribuer à la préparation opérationnelle, au déroulement et aux retours d'expérience organisés à l'issue de ces grands événements.

Sous la coordination de la Direction Alertes et crises, une organisation transversale permet de coordonner efficacement ces efforts, aboutissant à la production de livrables variés et positionnés sur l'ensemble du continuum de santé publique, de la surveillance à la prévention. Ces travaux représentent une mobilisation collective de toutes les directions métiers et supports de l'agence.

L'année 2024 sera particulièrement marquée par la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, qui représente un véritable enjeu en matière de surveillance et de réponse aux événements sanitaires, en raison du regroupement important de population qu'ils représentent, de leur durée ainsi que de la période à laquelle ils se dérouleront.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de 2024	Coordination interne transversale	2024
	Renforcement ou mise en place de sources ou systèmes de surveillance complémentaires, selon besoin Adaptation des outils de prévention canicule au contexte des JO Synthèse quotidienne des indicateurs pendant les JOP 2024 Renforcement de la veille internationale, en lien avec ECDC Mobilisation du réseau des CNR pour la surveillance infectieuse et articulation avec l'initiative EMERGEN Nouvelle campagne de prévention Paris sportifs « Parier, c'est pas rien » et son évaluation	Courant 2024
	Retour d'expérience	Déc.-24

Fiche Focus

Jeux olympiques et paralympiques de Paris

Un évènement d'ampleur exceptionnelle et un enjeu pour la santé publique

À l'été 2024, la France accueille les Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP 2024) qui se dérouleront en France du 26 juillet au 8 septembre 2024. Les compétitions auront lieu dans plusieurs régions, avec une grande concentration des épreuves en Île-de-France.

Lors de cet évènement, un afflux massif de visiteurs est attendu sur le territoire français, avec – en octobre 2023 – des estimations à 15 000 athlètes de 206 nations, 20 000 journalistes, 50 000 saisonniers ou volontaires ainsi que plusieurs millions de spectateurs venus de France ou d'ailleurs (10 millions de billets pour les Jeux olympiques et 2,8 millions pour les Jeux paralympiques, rendus disponibles par le Comité d'organisation des Jeux olympiques Paris 2024).

Pour Santé publique France, un évènement international d'ampleur exceptionnelle s'accompagne d'un renforcement de ses activités de veille et la surveillance des risques sanitaires pour l'ensemble des populations présentes sur le territoire français. La prévention des risques, comme les risques en lien avec les fortes chaleurs et la canicule, ainsi que la diffusion de messages de prévention, sont également des enjeux importants. Santé publique France peut également assurer une réponse opérationnelle à travers les stocks stratégiques de produits de santé ou la réserve sanitaire.

Dans ce type d'évènement, les risques sanitaires peuvent s'en voir augmenter en raison de :

- la concentration d'un grand nombre de personnes dans un même lieu au même moment (favorisant la diffusion de maladies à potentiel épidémique ou le risque de traumatismes liés à un mouvement de foule) ;
- la mise en place de structures temporaires d'accueil / de restauration collective, favorisant, si les conditions d'hygiène sont défaillantes, la survenue de TIAC (toxi-infections alimentaires collectives) ;
- l'exposition d'un plus grand nombre de personnes à des risques environnementaux ;
- l'importation de maladies habituellement non présentes sur le territoire ;
- la mobilité de la population, la diversité des langues ou des pratiques de soins, qui peuvent rendre difficile la mise en œuvre de mesures de prévention / contrôle au sein de cette population ;
- la survenue potentielle d'actions malveillantes ciblant l'évènement ;
- l'augmentation de la population susceptible de recourir aux soins et risquant ainsi une saturation possible des structures de soins pouvant retarder la prise en charge ;
- une possible rupture de stock de certains médicaments vendus en pharmacie de ville.

Une mobilisation transversale

Saisie par le ministère de la Santé et de la Prévention le 26 Janvier 2022, Santé publique France est mobilisée afin de se préparer, en collaboration avec ses partenaires, à une période estivale qui nécessitera une vigilance et une réactivité renforcées face aux sollicitations sanitaires.

Santé publique France s'est organisée autour d'une coordination assurée par la Direction alerte et crise mais ce sont toutes les directions de l'agence qui sont impliquées, selon trois dimensions :

- une dimension stratégique alliant la direction générale et qui valide la feuille de route pour les JOP 2024 en regard de tous les programmes d'activité de l'agence ;
- une dimension de pilotage qui inclut toutes les directions de l'agence, notamment grâce à des référents JOP, et qui permet de prendre des décisions d'expertise, d'assurer un suivi des travaux menés en lien avec les JOP et d'assurer le partage de l'information ;
- une dimension d'expertise technique qui fait appel aux experts de différents champs :
 - de la veille sanitaire afin d'élaborer et mettre à jour le protocole de veille et de surveillance pour les JOP et la définition de la rétro-information ;
 - de la prévention pour adapter nos actions et messages aux enjeux spécifiques des JOP et de la population ;
 - de nos systèmes d'information pour analyser les risques auxquels ceux-ci seront soumis et pour les renforcer de manière adaptée ;
 - de la communication pour informer sur la préparation de l'agence aux JOP et assurer la réponse et le porte-parolat de l'agence en cas de sollicitations ;
 - de la réponse opérationnelle avec un renforcement des stocks stratégiques de produits de santé de l'Établissement pharmaceutique, mobilisables sur demande de l'État, comme des réservistes sanitaires mobilisables en cas de situation sanitaire exceptionnelle.

Afin d'assurer sa capacité de réponse pendant toute la période des JOP, Santé publique France a pu renforcer ses équipes de 7 renforts dédiés. La mobilisation d'un vivier interne et la formation d'agents permettront également de renforcer les activités critiques de l'agence pendant les Jeux, ainsi que la capacité de détection, d'alerte, d'analyse et d'investigation, tout en assurant la continuité d'activités de l'agence.

Un renforcement de l'expertise en santé publique

La préparation de la surveillance pendant les JOP doit s'appuyer sur l'expérience de nos prédécesseurs, de l'expertise de l'agence dans les grands rassemblements (Coupe du Monde de rugby 2023, Armada de Rouen 2023, Euro 2016, etc.) et de partenariats, habituels ou nouveaux.

Ainsi dans ses missions, Santé publique France s'implique dans la mise à jour de la cartographie des risques sanitaires en lien avec les acteurs associés. Elle participe, en collaboration avec le ministère de la Santé et de la Prévention et les différents acteurs comme Paris 2024, au continuum de la surveillance de la santé des populations sur son territoire. L'agence participe aux renforcements des dispositifs de surveillance existants, qui resteront pleinement fonctionnels pendant les JOP (ex. : refonte du SI de Sursaud – système de surveillance sanitaire des urgences et décès – ou travaux sur la dématérialisation du signalement des maladies à déclaration obligatoires à risques en vue des JOP).

Santé publique France se saisit également de la tenue des JOP pour enrichir la surveillance en santé publique, grâce à des partenariats comme avec la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ou l'ECDC pour la veille internationale, et grâce à de nouveaux recueils de données (comme avec SI-SAMU ou l'opportunité de collaborer avec les associations agréées de Sécurité civile).

Mobilisable en tout temps, Santé publique France participe au recensement du capacitaire pour les moyens sanitaires (ex. : stocks stratégiques de produits de santé ou mobilisation de la réserve sanitaire), ainsi qu'aux réflexions sur l'identification de moyens sanitaires complémentaires nécessaires et leur déclinaison territoriale, les épreuves se déroulant également dans le sud de l'hexagone et en outre-mer.

Dans le champ de la prévention, Santé publique France identifie, en s'appuyant notamment sur la littérature scientifique, des thématiques et actions à privilégier en 2024 (ex. : activité physique, paris sportifs, canicule). En collaboration avec le ministère de la Santé et de la Prévention et Paris 2024, Santé publique France s'accorde sur les messages de prévention prioritaires, les canaux de diffusion et d'alerte, par exemple sur les risques en lien avec les vagues de chaleur.

Forte de son expérience lors de précédents grands rassemblements, comme lors de l'Euro 2016 ou du retour d'expérience de la Coupe du Monde de rugby 2023, Santé publique France participera à enrichir la connaissance scientifique autour des enjeux de santé publique liés à ce type de manifestations, comme les JOP 2024, qui laisseront un héritage durable dans le champ de la santé publique (la connaissance, la faisabilité de nouveaux systèmes de surveillance, les partenariats).

Fiche enjeu

Numérique en santé publique

« Renforcer notre efficience et notre impact en santé publique en tirant partie des possibilités offertes par le numérique »

Le numérique en santé publique fait référence à l'utilisation de la technologie digitale pour l'acquisition, le traitement, l'analyse et la restitution des données. Il englobe aussi l'utilisation d'applications informatiques permettant la transmission d'informations au grand public et au décideur (Plateforme Géodes par exemple). Quelques-unes des applications digitales en prévention et promotion de la santé sont présentées dans la Fiche Enjeu « Stratégie de prévention, marketing social, populations ».

La technologie numérique intègre également des approches innovantes dans le traitement, l'analyse, la restitution et la visualisation des données et offre des capacités de modélisation utiles à la prise de décision.

Si la crise COVID a pu, d'une certaine manière, favoriser des améliorations majeures permettant une réponse rapide et adaptée à la détection précoce et au suivi des risques sanitaires, les récents événements sanitaires (épidémie de variole du singe, épisodes de canicule, augmentation du nombre de cas d'arboviroses dans l'Hexagone, clusters de cas de maladies non transmissibles) ont également souligné les attentes de la population de disposer d'une information fiable et transparente permettant à chaque citoyen de mieux appréhender l'ampleur du phénomène, son impact sur la santé et d'accéder à une offre de prévention adaptée aux connaissances et données les plus actuelles. Pour l'agence, et pour la santé publique, il s'agit d'un enjeu capital de compréhension et, *in fine*, d'adhésion des publics aux mesures mises en œuvre pour y répondre.

Ainsi, et pour répondre à ces enjeux pérennes de surveillance et de prévention, l'agence mobilise plusieurs leviers d'action.

Concernant la production d'indicateurs utiles à l'expertise et à l'aide à la décision publique, Santé publique France contribue au déploiement d'évolutions de systèmes d'information pour :

- la remontée des résultats de tests biologiques (extension de SIDEP aux tests grippe et VRS, projet Laboé-SI en lien avec le ministère de la Santé et de la Prévention) ;
- le renforcement de l'application informatique soutenant la surveillance non spécifique portée par l'agence (SurSaUD) ;
- l'amélioration de la surveillance épidémiologique en temps proche du réel à l'hôpital (projet dans le cadre d'une subvention EU4HEALTH) ;
- l'appariement de données de santé à des données socio-environnementales (collaboration avec le *Green Data for Health* [GD4H], utilisation de l'EDP-Santé) ;
- le plaidoyer pour une plus grande utilisation de la certification électronique de décès pour la surveillance de la mortalité en temps proche du réel.

Au-delà de l'adoption de nouvelles technologies, **la mise en Open DATA** constitue également un levier majeur de l'action de l'agence dans le domaine du numérique. La réflexion initiée en 2023, qui vise à mieux intégrer les approches populationnelles et géographiques, à proposer

des restitutions adaptées à tous les profils d'utilisateurs ainsi qu'à améliorer leurs modalités de restitution (Géodes, InfoCovidFrance, data.gouv.fr). La réflexion sera ainsi poursuivie en 2024 avec le déploiement d'une nouvelle plateforme d'open data, ayant pour objectif une meilleure appropriation par le grand public des indicateurs produits par l'agence à travers des restitutions plus variées.

Les approches méthodologiques favorisées par l'essor des technologies numériques constituent également des leviers d'innovation majeurs que l'agence doit saisir afin d'améliorer son action. Nos collaborations avec des partenaires tels que le *GreenData For Health*, rattachés au ministère en charge de l'environnement, le *Health Data Hub*, etc. seront en ce sens mises à profit pour réfléchir collectivement à l'application des méthodes d'intelligence artificielle pour générer des hypothèses sur les liens entre environnement et santé, par exemple, et alimenter les travaux d'analyses prédictives en vue de l'aide à la décision.

L'atteinte de ces objectifs implique une collaboration étroite entre les différents acteurs, producteurs de données, décideurs, professionnels de santé, élus, monde associatif, citoyens, au niveau national comme international. Cela est illustré, par exemple, par l'implication de l'agence dans la réponse aux subventions européennes de l'ECDC et le projet européen EU4HEALTH qui vise à aider les états membres à : 1) améliorer et renforcer les systèmes de surveillance nationaux conformément aux résultats de l'action conjointe UNITED4Surveillance ; 2) améliorer les capacités nationales requises pour le développement de systèmes de surveillance nationaux, interopérables, fiables et modernes.

Enfin, l'année 2024 sera marquée par les Jeux olympiques de Paris qui, par leur ampleur et leur durée, requerront de l'agence la mise en place d'une surveillance renforcée et réactive, à tous les échelons géographiques. La mobilisation de l'ensemble des réseaux et systèmes de surveillance, ainsi que l'exploitation de nouvelles sources de données (SAMU, données de téléphonie mobile), constitueront un test grandeur nature pour éprouver cette surveillance multisource augmentée de nouvelles informations collectées.

Objectif 1. Déploiement stratégique en France de nouveaux systèmes d'information pour améliorer la surveillance épidémiologique en temps proche du réel

Santé publique France œuvre pour la mise en place en France de systèmes d'information permettant de recueillir en temps réel des données de services hospitaliers (notamment de réanimation), de données biologiques (laboratoires publics et privés), de données d'établissements et de services médico-sociaux et de données de médecine générale.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Accompagner la mise en place de nouveaux systèmes d'information nationaux	Protocole d'analyse et cahier des charges pour l'intégration des données SAMU: (perspective JOP) – sous réserve doctrine nationale d'utilisation du SI-SAMU	Juin.-24
Développer et implémenter des méthodes et outils innovants	Application de restitution des indicateurs sur les causes médicales de décès	Déc.-24
	Passage en production de l'application de détection d'évènements inhabituels à partir des données d'Oscour et de SOS Médecins	Sept.-24
	Actualisation des programmes de classification automatique des causes de décès	Déc.-24
Développer et maintenir les applications informatiques	Mise en production de la nouvelle application informatique de SurSaUD	Sept.-24

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Développer et maintenir des outils et processus pour produire quotidiennement des indicateurs en réponse à une situation d'alerte et/ou crise	Tableau de bord hebdomadaire de l'activité aux urgences pour la DGOS	Sept.-24
Utilisation et développement des indicateurs géographiques d'exposition mobilisés dans les études en santé environnement et en santé travail	Séminaire IA pour la Santé Environnement	Oct.-24

Objectif 2. Améliorer la collecte des données, leur analyse pour un grand nombre de systèmes de surveillance, enquêtes, bases médico-administratives afin d'améliorer la qualité, la précision et la réactivité de nos productions

Pour répondre à cet objectif stratégique, l'agence poursuivra ses efforts sur la dématérialisation des systèmes de surveillance, visant à améliorer l'efficacité, l'acceptabilité, la réactivité et la robustesse des résultats produits, et sur le développement d'une collecte et d'une analyse de données en temps proche du réel. Parallèlement, des initiatives innovantes devront être déployées dans le domaine des méthodes et outils (algorithmes, data visualisation).

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Développer et implémenter des méthodes et outils innovants	Méthode des petits domaines à partir des données d'enquêtes : production d'indicateurs Estimation d'incidence infra départementale à partir du SNDS : production d'indicateurs Traitement automatique des langues : production d'indicateurs	Courant 2024
Assurer le data-management et les analyses statistiques	Valorisation de la collecte et de l'analyse des données : articles	Courant 2024
Assurer le soutien et les développements en géomatique	Document de référence sur les bonnes pratiques de géocodage et de descente aux échelles fines	Déc.-24
	Mise en place d'une base de données géographiques (administration et mise à jour des référentiels géographiques utilisés dans l'agence)	Déc.-24

Objectif 3. Améliorer la communication envers les citoyens (ouverture des données, applications mobiles, prévention personnalisée)

L'ambition de l'agence en la matière est de mettre en place une stratégie d'ouverture des données basée sur une appréhension approfondie des besoins de la population et de la communauté scientifique. Dans cette perspective, l'identification des besoins d'information de la population, à travers des consultations citoyennes notamment, ainsi que l'amélioration de la littératie constituent des priorités dans les prochaines années. Une identification de canaux de communication les plus adaptés en fonction des spécificités propres à chaque segment de la population ciblée devra également permettre à terme d'améliorer la pertinence et l'efficacité des informations mises à disposition

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Ouvrir les indicateurs et scripts produits par Santé publique France (Open data)	Nouvel outil de restitution des indicateurs produits par l'agence	Déc.-24

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Développement d'outils SIG pour la surveillance des foyers épidémiques de dengue et autres arboviroses en Guyane	Outils de géocodage	Janv.-24
	Outils automatisés pour la détection des foyers épidémiques de dengue en Guyane	Déc.-24

Fiche enjeu

Santé environnement, changement climatique et environnement de travail

« Réduire les expositions et favoriser le développement d'environnements favorables à la santé dans un contexte de changement climatique »

Les changements globaux déjà visibles et à venir, tant climatiques, environnementaux que sociétaux, nécessitent d'anticiper leurs effets sur la santé, dans un objectif d'atténuation des impacts et d'adaptation de la population aux nouveaux risques. À l'échelle mondiale, il a été récemment montré que, sur les deux dernières décennies, les décès liés à la pollution environnementale ont augmenté de 66 %¹. Les principaux facteurs de risque responsables de cette augmentation sont le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et l'exposition aux substances chimiques. À l'échelle européenne, les expositions environnementales qui pourraient être évitées ou supprimées, provoquent 1,4 million de décès par an², soit au moins 15 % des décès.

L'épidémie de Sars-CoV2, zoonose dont l'émergence pourrait être liée aux impacts de l'activité humaine sur l'environnement, souligne également l'importance de proposer une version intégrée de la santé qui nécessite de considérer les interactions complexes entre les différentes composantes de notre environnement.

Pour répondre à ces enjeux, Santé publique France évalue et quantifie les expositions aux facteurs de risque environnementaux et professionnels, dans l'objectif d'en estimer le fardeau pour la santé publique, de proposer des interventions destinées à en réduire les impacts sanitaires, de promouvoir des environnements favorables à la santé dans le principe « Une seule santé » ainsi que d'évaluer l'effet des actions entreprises pour atteindre ces objectifs. Fortement ancrée dans les territoires, l'agence décline ces objectifs au plus proche des populations exposées, et notamment dans les territoires d'outre-mer qui présentent une vulnérabilité accrue face aux risques environnementaux.

Ainsi, en 2024, Santé publique France contribuera à renforcer les connaissances et la production des indicateurs sur les expositions et les impacts sur la santé de facteurs de risque prioritaires ou émergents de l'environnement général ou professionnel. L'agence attachera une importance toute particulière aux populations vulnérables et aux impacts liés aux changements climatiques. En effet, l'intensité et la fréquence des canicules ces dernières années rendent plus que jamais nécessaire le renforcement de la protection et de la prévention contre les épisodes de fortes chaleurs qui vont s'accélérer. Au-delà des effets liés à la chaleur, des travaux seront menés dans un cadre prospectif, pour anticiper et atténuer les conséquences liées aux aléas climatiques (inondation, tempête, érosion côtière, incendies, retrait-gonflement des sols argileux...) et à leurs effets sur la santé globale, en incluant l'évaluation des impacts de ces changements globaux sur l'activité professionnelle et les conséquences possibles en matière de santé et sécurité au travail.

Ces travaux seront menés dans un objectif de continuum de santé publique, en lien avec les autres acteurs intervenant dans ce champ, dans un principe de priorisation, réaffectation des ressources et de mutualisation des connaissances.

¹ Fueller *et al.*, the Lancet Planetary Health 2022

² OMS Europe, déclaration à l'issue des conférences du processus européen Environnement à Ostrava (République Tchèque), juin 2017

Enfin, à partir des connaissances acquises, internes ou externes, SpFrance développera une stratégie d'influence et de plaidoyer pour la mise en œuvre d'environnements favorables à la santé aux différents niveaux territoriaux de décision et d'intervention et en se plaçant à l'interface d'alliances plurisectorielles, territoriales, nationales et internationales, via notamment le réseau national de santé publique ou ses collaborations avec l'OMS ou IANPHI.

L'action de SpFrance sur cet enjeu contribuera à la réalisation des objectifs du PNSE4 et du PST4 dans le cadre des actions où son implication est prévue. L'agence inscrit également son action dans d'autres plans sectoriels ou thématiques comme le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), le plan chlordécone ou dans les plans régionaux de santé.

À titre d'exemple, dans le champ de la surveillance, l'agence entretient des liens étroits avec les principaux producteurs de données environnementales à l'échelle nationale (Anses, Ineris) ou à l'échelle territoriale (associations agréées de mesure de la qualité de l'air), le *health data hub* ou l'agence de biomédecine, et participe à la gouvernance du GD4H. Elle entretient également des relations avec les principaux acteurs de l'environnement ou de la santé au travail au niveau national (Ademe, INRS, Direction des risques professionnels de la Cnam, MSA). Au niveau international, Santé publique France a des liens étroits avec le bureau régional Europe de l'OMS et coordonne certains travaux sur le changement climatique et santé au sein de IANPHI. Au niveau européen et sur la question des substances chimiques, l'agence a une implication soutenue au sein du projet PARC (pilotage d'un *work package* centré sur les expositions humaines et environnementales) et aura une implication dans le projet européen Best-Cost sur l'estimation du fardeau environnemental des pathologies chroniques.

Objectif 1. Caractériser les expositions et les impacts sanitaires pour contribuer aux stratégies de prévention à l'échelle européenne, nationale ou locale

L'agence poursuivra son action sur la connaissance et la compréhension des expositions environnementales et professionnelles, et de leur impact sur la santé. Santé publique France prévoit pour 2024 la publication de plusieurs études quantitatives d'impact sanitaire dans le champ de la santé environnement, concernant : 1) la morbidité associée à une exposition à la pollution de l'air ambiant à l'échelle nationale, régionale et locale ; 2) l'impact du bruit des transports sur la santé de la population française ; 3) l'exposition à la pollution de l'air à proximité des établissements scolaires en lien avec les collectivités de Lyon et Paris ; 4) une approche intégratrice d'évaluation des impacts sanitaires pour des environnements favorables à la santé (température, bruit, pollution de l'air, activité physique, espaces verts) en lien avec les collectivités de Lille, Rouen et Montpellier.

Par ailleurs, Santé publique France, au titre du PNSE4, est responsable d'une action sur l'évaluation du fardeau environnemental des pathologies, action inscrite et réalisée avec l'enjeu « fardeau des maladies, efficacité et retour sur investissement de la prévention ».

Type d'études/ thématiques	Intitulé (liste non exhaustive)	Echéances
Etudes locales de l'état de santé de la population autour des bassins industriels et sites et sols pollués	Bassins industriels : Rapport sur la faisabilité d'une surveillance épidémiologique des populations riveraines, le cas échéant protocole	Juin-24
	Vallée de l'Orbiel - Etude de santé : rapport	Avril-24
	Etude écologique de morbidité autour du bassin industriel de Lacq (64) : rapport	Juin-24
	Etat de santé et santé perçue des populations riveraines d'un site potentiellement pollué en région Grand Est (ESSPOL)	2024
	Impact sanitaire du site industriel d'Altéo Gardanne : Avis	Sept.-24

Type d'études/ thématiques	Intitulé (liste non exhaustive)	Echéances
Evaluations quantitatives de l'impact sanitaire lié aux expositions	Evaluation Quantitative de l'Impact sur la Santé (EQIS) sur la morbidité associée à une exposition à la pollution atmosphérique en France et dans la région Hauts-de-France, 2017-2019 : rapport	Juin-24
	Appui à la réalisation d'une EQIS d'intervention du plan de mobilité de l'agglomération Lyonnaise : rapport	Fév.-25
	Bruit dans l'environnement et santé: EQIS Bruit des transports : rapport	Nov.-24
	Qualité des environnements intérieurs (QEI) et santé: EQIS pilotes "pollution à proximité des établissements scolaires" : étude pilote locale	Sept.-24
Etude du lien entre température et santé	Etude temporelle sur le lien température morbidité	Août-24

Dans le domaine de la santé au travail, Santé publique France œuvre activement à l'acquisition de données relatives à l'exposition professionnelle en France, à travers les programmes Matgéné et Matphyto. Dans ce cadre, l'agence proposera en 2024 une matrice sur l'exposition au bruit en ambiance professionnelle, et organisera une journée dédiée aux 20 ans du programme Matgéné qui permettra de réunir les partenaires utilisateurs des données qu'elle a produites (chercheurs, préventeurs et acteurs institutionnels).

	Projets/Activités	Livrables	Echéances
Matgéné	Indicateurs d'exposition dans la population générale des travailleurs à partir de matrices emplois-expositions (MEE)	Journée 20 ans Matgéné et article sur l'utilisation des matrices en santé publique	Mars-24
	Expositions professionnelles au bruit	Article international sur l'exposition au bruit	Sept.-24
	Expositions professionnelles aux pesticides	Note aux décideurs et articles sur expositions professionnelles aux biocides	Oct.-24
		Mise en ligne des indicateurs Biocides sur Géodes	Oct.-24
		Note aux décideurs et article sur l'exposition professionnelle aux pesticides	Déc.-24
		Guide d'accompagnement MEE Pesticides	Déc.-24
	Expositions professionnelles aux poussières de bois	Guide d'accompagnement de la matrice Poussières de bois	Déc.-24
	Expositions professionnelles des travailleurs du BTP	Note aux décideurs et article sur l'exposition professionnelle des travailleurs du BTP	Sept.-24
Mise à jour des matrices emplois-expositions sur les solvants	Guide accompagnement MEE solvants oxygénés	Sept.-24	
	Mise en ligne sur Géodes et note sur la mise à jour des indicateurs	Nov.-24	
Matphyto	Indicateurs d'exposition dans la population des travailleurs agricoles à partir de matrices cultures-expositions (MCE)	Article : Méthode de construction des matrices	Mars-24
	Rapports MCE croisement : céréales/maïs, pomme de terre, betterave	Juin-24	
	Rapport Ecophyto Glyphomat (prévalence d'exposition chez les travailleurs de l'agriculture et non agricoles)	Sept.-24	

Par ailleurs, les résultats d'une réflexion visant à instaurer un réseau de partenaires, constitué tant de producteurs que d'utilisateurs de matrices seront présentés. L'objectif sous-jacent à cette initiative est d'identifier dans quelle mesure il est possible et pertinent de mutualiser les ressources et de coordonner les efforts autour d'objectifs communs et de besoins partagés pour la production et l'utilisation de matrices.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Proposition de scénarii pour le développement d'un « réseau national des matrices d'exposition des travailleurs en France »	Rapport final interne état des lieux des matrices en France et à l'étranger, définition des objectifs du dispositif, analyse détaillée des besoins et attentes des acteurs d'intérêt (incluant retour des acteurs externes clés)	Mars-24

En matière d'évaluation des expositions de la population générale, l'agence lancera la phase pilote de **l'enquête Albane, projet conjoint d'enquête sur l'alimentation, la nutrition, l'état de santé et la biosurveillance**, en collaboration avec l'Anses. Ce dispositif ambitieux permettra de répondre aux missions des deux agences et aux objectifs des plans nationaux, tout en offrant des innovations permettant l'exploitation de données et la production d'indicateurs utiles au suivi de l'efficacité des politiques publiques dans le champ de la santé, de la nutrition et de l'environnement. Au-delà de la biosurveillance et de l'étude des liens entre imprégnation et effets sur la santé, cette étude transversale visera également à estimer la consommation alimentaire des Français et à mesurer leur corpulence, certains marqueurs biologiques du statut nutritionnel, les attitudes et comportements, les comportements sédentaires et le niveau d'activité physique. Certaines maladies chroniques ou facteurs de risque (diabète, allergies, maladies respiratoires, hypertension artérielle, hypercholestérolémie...) seront également concernés, en lien avec les travaux poursuivis dans le cadre de l'enjeu « fardeau ».

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Enquête sur la santé, la biosurveillance, l'alimentation et la nutrition (Albane)	Réalisation de l'étude pilote pour éprouver toutes les dimensions de l'enquête	Juil.-24

Sur les situations post-accidentelles, Santé publique France publiera un guide méthodologique sur la mise en œuvre d'une étude de biosurveillance post-accidentelle à destination des décideurs

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Dispositif de biosurveillance en cas d'accident technologique	Publication du guide méthodologique final (composé de fiches pratiques)	Mars-24

L'agence poursuivra également ses travaux dans les Outre-mer, visant à mieux caractériser les expositions à des substances comme les métaux ou la chlordécone aux Antilles.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Mesurer l'imprégnation des populations martiniquaise et guadeloupéenne par la chlordécone et par d'autres polluants environnementaux d'intérêt. (KANNARI)	Rapport et présentation des résultats préliminaires	Juin-24

Enfin, au niveau européen, SpFrance coordonnera le module de travail du projet PARC (*Partnership for the Assessment of Risk from Chemicals*) centré sur l'amélioration des méthodes d'évaluation des expositions environnementales et humaines (WP4), en partenariat avec l'agence allemande de l'environnement en vue de sa soumission auprès de la Commission européenne. Santé publique France animera par ailleurs les réunions du réseau national de partenaires PARC constitué d'une centaine de partenaires français, regroupant les représentants d'administrations centrales, les équipes scientifiques et les parties prenantes intéressées à PARC.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
PARC : projet européen sur l'évaluation des expositions et des risques liés aux substances chimiques	Second rapport périodique sur les matériels standardisés pour les enquêtes de bio surveillance	Mai-24

Objectif 2. Renforcer et moderniser les dispositifs de surveillance, d'observation et de prévention des risques liés à l'environnement général et/ou professionnel

Santé publique France a développé plusieurs dispositifs de surveillance des pathologies en lien avec l'environnement général et professionnel. Ces dispositifs servent à produire les indicateurs utiles à la prévention des populations générales et professionnelles et, au-delà, contribueront à l'estimation des fardeaux environnementaux et professionnels des maladies (cf. enjeu « Fardeau »). À ce titre, l'agence poursuivra notamment le développement du dispositif de surveillance de l'incidence des cancers en lien avec l'activité professionnelle (SICAPRO).

Santé publique France a également été désignée responsable d'une action dans le PNSE4 sur l'estimation du fardeau environnemental des maladies. Dans ce contexte, un rapport sera produit au dernier trimestre 2024 concernant la faisabilité d'une telle estimation.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Déclinaison et mise en œuvre de la stratégie de surveillance des effets et des impacts sanitaires des perturbateurs endocriniens (PE)	Article international: Résultats de PEPS'PE	Janv.-24
	Note sur la stratégie de l'agence sur la surveillance en lien avec les PE,	Mai-24
	Rapport: Surveillance du cancer des testicules en lien avec les PE	Déc.-24
Prévention des risques sanitaires liés à la canicule et aux fortes chaleurs	plan de diffusion du dispositif de prévention et d'adaptation aux fortes chaleurs	Avr.-24
	caractéristiques des recours aux soins d'urgence en lien avec les fortes chaleurs	Oct.-24

Au-delà, Santé publique France poursuivra ses efforts pour renforcer ses dispositifs de surveillance en déployant une phase expérimentale de recueil des données en lien avec les éditeurs de logiciels dans le cadre du dispositif des maladies à caractère professionnel (MCP). Ce projet s'inscrit plus globalement dans le cadre de l'action 10.2 du PST4 pour laquelle Santé publique France, avec la Dares et l'Anses, a initié une réflexion sur l'évolution des systèmes de surveillance fondés sur la médecine du travail. Enfin, une nouvelle stratégie sur la surveillance des mésothéliomes sera élaborée après le constat d'une nécessaire réorientation du DNSM.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Programme de surveillance des maladies à caractère professionnel (MCP)	Mise à jour rapport données nationales 2019-2022	Déc.-24
	Mise en ligne des indicateurs nationaux 2020-2021 dans le dossier thématique MCP et dans Géodes	Déc.-24

L'agence poursuivra aussi ses travaux sur la surveillance des troubles musculo-squelettiques en s'appuyant sur les résultats des cohortes Constance et Coset. Sur les accidents routiers professionnels, elle contribuera comme chaque année à la publication de l'essentiel du risque routier professionnel dont la coordination est assurée par la Direction générale du travail.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Coset : Cohortes pour la surveillance épidémiologique au lien avec le travail	Article santé cardiovasculaire chez les travailleurs du monde agricole et indépendants	Mars-24
	Rapport Covid état de santé et conséquences socioprofessionnelles (Coset-MSA et Coset-Indépendants)	Mars-24
	Rapport : bilan épidémiologique à l'inclusion Coset-Indépendants et MSA	Oct.-24
	Rapport descriptif de l'état de santé des travailleurs salariés à partir des données de la cohorte Constances	Sept.-25
Surveillance des troubles musculo-squelettiques (TMS) et des déterminants en lien avec l'environnement et le travail pour orienter la prévention	Rapport : Fractions de risque attribuables aux FdR professionnels dans Constances, Coset-MSA et Coset-Indépendants	Déc.-24
	Rapport : Prévalences des TMS (symptômes) et des facteurs de risque (FdR) professionnels de TMS dans Constances, Coset-MSA et Coset-Indépendants	Déc.-24

Enfin, l'ensemble des travaux menés sur le champ de la santé au travail seront intégrés aux réflexions de la commission instituée par l'article L. 176-1 du code de la Sécurité sociale et visant à estimer le montant que la branche accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) doit reverser au profit de la branches maladie, maternité, invalidité et décès du régime général, pour tenir compte des dépenses supportées par cette dernière au titre des accidents et maladies professionnelles non pris en charge par la branche.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Surveillance des accidents routiers professionnels à partir de l'analyse centralisée des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles (AT-MP)	Contribution de Santé publique France aux travaux de la Commission sous-déclaration ATMP 2024	2024
	Tableau de bord et publication "L'essentiel du risque routier professionnel - année 2023" prévus pour une publication fin 2024	Déc.-24

Objectif 3. Développer les stratégies d'influence et de plaidoyer pour promouvoir les aménagements favorables à la santé

Au niveau national et en s'inspirant de démarches déployées à l'international, l'agence expérimente le développement d'une stratégie de plaidoyer visant les thématiques santé-environnement-travail. Au travers d'une méthode reproductible, déclinée en 4 étapes, il s'agira de « persuader des personnes ou des instances investies de certains pouvoirs d'apporter leur soutien à des changements touchant la santé des populations ». La première thématique investiguée pour ce genre d'exercice est l'adaptation à la chaleur dans le cadre du changement climatique.

Projets/Activités	Livrables	Echéances
Plaidoyer : Adaptation à la chaleur dans le cadre du changement climatique	Journée de travail fédératrice tournée vers des acteurs-clés et têtes de réseaux pour relayer une conscientisation du sujet auprès de maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage dans les secteurs du bâtiment et de l'urbanisme.	2024
Approches intégratrices d'évaluation des impacts sanitaires pour des environnements favorables à la santé	Evaluations quantitatives des impacts sur la santé des espaces verts urbains, des mobilités actives, de la chaleur, de la pollution de l'air et du bruit - Etude pilote sur trois métropoles : rapport et restitution aux métropoles	Avril-24
Suivi de l'écosystème santé environnement travail et développement de partenariats transversaux d'intérêt	Séminaire sur les modalités de dialogue avec la société civile en matière de santé environnement	Déc.-24
Plaidoyer à l'échelle internationale en santé environnement	Présidence du comité de IANPHI sur le changement climatique et la santé	2024

Fiche enjeu

Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention

« Réduire le fardeau par nos actions et par l'optimisation des politiques publiques fondée sur nos indicateurs »

L'activité de l'agence, en lien avec cet enjeu, s'attache, sur plusieurs années, à définir, développer et mettre régulièrement à disposition des décideurs et des parties prenantes, une offre d'indicateurs robustes et actualisés en favorisant une approche transversale, dans le but de pouvoir éclairer efficacement les politiques publiques. Le fardeau de la maladie (*burden of disease*, BoD) est une méthode scientifique visant à quantifier de manière systématique et comparative l'ampleur de la dégradation ou de la perte de la santé liée aux maladies, aux traumatismes et aux facteurs de risque par âge, sexe et zone géographique à un moment donné.

Cela implique d'élaborer et de mettre à disposition des métriques en santé fiables, incluant divers aspects du fardeau des maladies, notamment la mortalité (années de vie perdues dues à la mortalité prématurée), la morbidité (années de vie en bonne santé perdues), les DALYs (addition des années de vie perdues et des années de vie en bonne santé perdues) ou la qualité de vie, avec le souci particulier de pouvoir les adapter à des populations spécifiques. Le défi réside par conséquent non seulement dans la capacité à produire et mettre régulièrement à disposition ces indicateurs, mais également à mobiliser et actualiser les données nécessaires à leur production. Ces données, pouvant être produites par d'autres producteurs, portent à la fois sur la mortalité, l'espérance de vie, la prévalence et l'incidence des maladies, la sévérité ou l'incapacité liée à chaque maladie, le poids d'altération de la qualité de vie pour chaque état de la maladie, mais également sur la prévalence de l'exposition aux facteurs de risques. Cette offre d'indicateurs doit, à terme, être déclinée au niveau régional, voire infrarégional lorsque cela est possible et pertinent, ou au niveau de populations spécifiques, comme les populations en situation de vulnérabilité, dans une perspective de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Dans le cadre d'une approche « One Health » (Une seule santé), l'enjeu du croisement des données s'avère également capital pour approfondir notre compréhension des liens entre les expositions, dont les milieux de vie, les divers facteurs de risques et leurs répercussions sur la santé. Cette approche s'inscrit dans une volonté de caractériser finement les expositions et d'évaluer leur impact sur la santé, tant au niveau local que national, et de contribuer activement ainsi *in fine* au déploiement de stratégies de prévention efficaces, adaptées au contexte et en adéquation avec les besoins de la population.

Concernant les indicateurs du fardeau, plusieurs actions seront entreprises ou poursuivies en 2024. Ainsi, **un partenariat international avec l'IHME** sera mis en place pour produire à terme, de manière régulière et automatisée, une offre d'indicateurs du fardeau et des fractions attribuables sur un nombre important de pathologies et de facteurs de risque (métaboliques, comportementaux, environnementaux et socio-économiques), au niveau national et territorial.

Il s'agit également de **poursuivre l'amélioration et l'actualisation des connaissances nécessaires pour faciliter l'évaluation du fardeau et son évolution**. Le développement de

nouveaux algorithmes de repérage de pathologies (notamment celles pour lesquelles il existe peu de données) dans les bases médico-administratives du SNDS ou permettant une meilleure appréhension de leur sévérité, sera ainsi poursuivi. La mise en œuvre d'une stratégie « hybride » combinant l'appariement des données issues des registres (cancers, anomalies congénitales) ou des grandes enquêtes, avec les données médico-administratives du SNDS sera également poursuivie dans une optique d'optimisation des coûts. Plusieurs **grandes enquêtes** en population générale seront mises en œuvre, notamment pour mieux caractériser les facteurs de risque. Seront ainsi lancés une édition rénovée du Baromètre de Santé publique France avec un tirage au sort dans les Fichiers démographiques sur les logements et les individus (Fideli), ainsi que le pilote de l'enquête nationale avec examen de santé Albane avec ses volets biosurveillance (cf. enjeu « Santé environnement »), nutrition (alimentation et activité physique), notamment dans le cadre du Programme national nutrition santé, et surveillance des malades chroniques et de leurs facteurs de risque. Dans le même temps, il s'agira de **structurer et d'animer au niveau national un comité des producteurs des données** nécessaires à la production des indicateurs du fardeau. Enfin, il s'agira de préparer le **plaidoyer** nécessaire à la dissémination, à tous les niveaux opérationnels, des indicateurs du fardeau pour définir, piloter et évaluer les politiques de santé publique.

Par ailleurs, en 2024, l'agence poursuivra ses travaux en matière de développement, de repérage et d'évaluation d'interventions issues de la recherche française ou de soutien à l'adaptation française d'interventions étrangères efficaces. Ces travaux permettent d'alimenter le **registre d'interventions efficaces et prometteuses**, avec pour objectif de rendre facilement accessible aux décideurs et chefs de projet territoriaux un catalogue d'interventions déjà évaluées. Cela permet également de nourrir la stratégie **d'évaluation de l'impact médico-économique** des interventions spécifiques par le calcul du retour sur investissement des projets présents dans le registre.

Objectif 1. Produire et décliner à l'échelon territorial les indicateurs du fardeau des maladies pour la France

Outre la production et la valorisation des indicateurs classiques en fonction des pathologies ou des facteurs de risque et déterminants, ou par population, les travaux viseront à poursuivre le développement des indicateurs des années de vie perdues ajustées sur l'incapacité (AVI ou DALYs - *Disability-adjusted life years*) dans le cadre d'un partenariat international avec l'IHME. Par ailleurs, l'année 2024 marquera le lancement de la phase pilote de l'enquête nationale Albane (biosurveillance, alimentation et nutrition) mutualisée avec l'Anses. L'agence mettra également en œuvre le calendrier des enquêtes en population du Baromètre de Santé publique France avec un format « rénové » basé sur un échantillon probabiliste tiré au sort à partir des Fichiers démographiques sur les logements et les individus (Fideli) de l'Insee.

Fardeau en population générale

Thématiques	Livrables	Echéances
Années de vie en bonne santé perdues	Memorandum of understanding (MoU) avec IHME	Janv.-24
	Années de vie perdues (YLL) pour toutes causes de décès, par âge et sexe , au niveau régional et national en France en 2017 : article	Mars-24
	Note au décideur et article : contribution des inégalités de santé liées aux Dalys COVID-19 au niveau infranational en 2020	Mars- avril 24
Enquêtes en population générale	Note institutionnelle sur la refonte du Baromètre de Santé publique France	Avr.-24
	Mise à disposition des bases des enquêtes Baromètres	Juin-25
Surveillance des maladies non transmissibles	Surveillance des cancers	
	Contribution de l'Agence au rapport 2024 d'avancement de la Stratégie : synthèse de nos principales réalisations en 2024	Déc.-24
	Rapport sur la corrélation entre la cartographie des sols contaminés et la géolocalisation des cas de cancers à partir des données des Registres Généraux des cancers	Janv.-24
	Evolution des tumeurs du système nerveux central chez les enfants en France métropolitaine : rapport	Déc.-24
	Saisine DGS sur l'augmentation de l'incidence des glioblastomes confirmés histologiquement entre 1990 et 2018 : Rapport d'expertise comprenant une partie recommandations V1 et V2	Sept – déc.-24
	Etude de faisabilité d'un développement d'algorithmes de repérage des cancers cutanés dans le SNDS	Janv.- juin -24
	Valorisation sous forme d'articles des résultats de la surveillance des cancers cutanés à partir du SNDS	Courant 2024
	Surveillance du diabète	
	Actualisation et mise à disposition des indicateurs de surveillance épidémiologique du diabète sous différents formats (Géodes, notes au décideur, article)	Courant 2024
	Collaboration pour la collecte des données de surveillance du diabète avec les laboratoires de biologie médicale à La Réunion et en Guyane (Projet européen Jacardi)	Déc.-24
	Surveillance des maladies cardio-neuro-vasculaires	
	Développement d'un algorithme de caractérisation de la gravité de l'AVC et de séquelles dans les données appariées du SNDS au registre pouvant aider à l'estimation des YLD pour AVC dans le projet Fardeau	Juin-24
	Estimation du fardeau des maladies cardiovasculaires attribuable au cholestérol en France en 2017	Déc.-24
	Actualisation et mise à disposition des indicateurs de santé cardiovasculaire au niveau national et territorial	Déc.-24
	Estimation du fardeau de la démence et des maladies cardiovasculaires attribuable à l'hypertension artérielle en France en 2017 : article	Déc.-24
	Surveillance des maladies neurodégénératives	
	Développement d'un algorithme de repérage des démences dans le SNDS à partir de l'appariement des données de l'étude 3 Cités au SNDS	Déc.-24
	Surveillance des maladies respiratoires chroniques	
	Prévalence de l'asthme et des allergies chez l'enfant (Esteban) : article	Juin-24

Surveillance de la santé mentale	Valorisation sous forme d'articles de l'Etude sur le bien-être et la santé mentale des enfants scolarisés de la petite section de maternelle au CM2 (Enabee)	Courant -24
	Valorisation des données d'enquête et de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> - Santé mentale en population adulte et adolescente (Baromètres, CoviPrev et Enclass) - Surveillance de la santé mentale des femmes en période périnatale (ENP-EPIFANE –SNDS) 	Courant.-24
	Résultats des analyses des données suicides en prison : article	Juin-24
	Actualisation et mise à disposition d'indicateurs de santé mentale à partir des données du SNDS (hospitalisations pour tentative de suicide / psychose / bipolarité) et développement de nouveaux indicateurs (ex : troubles du comportement alimentaire) au niveau national et territorial	Déc.-24

Surveillance des maladies infectieuses	Surveillance, études et expertise pour les maladies à prévention vaccinale	
	Estimation de l'impact de la stratégie vaccinale contre les infections à pneumocoque - rapport	Déc.-24
	Résultats de l'enquête de CV à partir du certificat de santé du 24 ^e mois transmis au ministère et mis à jour sur Géodes	Juin-24
	Valorisation des données d'enquête et de surveillance : - CV coqueluche femme enceinte, tuberculose enfants à risque (ENP) - CV adulte, grippe chez personnes âgées, méningocoque chez adolescent, DTP chez adulte - CV Monkeypox chez les HSH, Eras 2023	Juin – déc. 24
	Surveillance de la diphtérie, des infections à entérovirus, et des infections invasives (II) à pneumocoque, méningocoque, streptocoque A, Hib (<i>Haemophilus influenzae</i> de type b) : rapports, articles et production des indicateurs pour Géodes	Juin – déc.-24
	Production d'indicateur génériques d'évaluation de la campagne de vaccination contre HPV à l'école	Courant -24
	Bilan annuel Rougeole	Mai-24
	Surveillance du VIH et des IST bactériennes	
	Valorisation des données de surveillance des IST (articles) : IST en médecine générale, IST chez les personnes nées à l'étranger, résultats de l'enquête nationale de prévalence des infections sexuellement transmissibles (PréVIIST)	Juin – déc. 24
	BSP VIH et IST (incidence du VIH, Indicateurs de dépistage et de diagnostic des IST bactériennes)	Nov.-déc.-24
	BEH thématique VIH/IST	Déc.-24
	Surveillance des hépatites B, C et Delta	
	BEH thématique sur les hépatites B, C et Delta	Juil.-24
	Surveillance des maladies infectieuses chez les usagers de drogues	
	Premiers indicateurs de l'enquêtes Coquelicot	Janv.-24
	Surveillance épidémiologique des donneurs de sang	
	Bilan de la surveillance épidémiologique des donneurs de sang	Juillet-24
	Infections invasives bactériennes à pneumocoque et streptocoque du groupe A	
	Articles et note aux décideurs	Déc.-24

Accidents de la vie courante (AcVC) et traumatismes	Mise en place à Mayotte de l'enquête permanente sur les accidents de la vie courante - EPAC : Note à destination de l'ARS et du CHM	Déc.-24
	Valorisation de la surveillance de la mortalité par accident de la vie courante : article	Juin-25
	Valorisation des données d'enquête : - Rapport d'analyse et évolution des données de l'enquête EPAC sur la période 2015-2020 - Analyse du module AcVC dans l'enquête Baromètre 2021 et 2024	Mars-juin-24
	Valorisation sous forme d'articles : 1/ Identification des décès par chute à partir d'un algorithme sur les certificats de décès 2/ séquelles des personnes de 65 ans et plus hospitalisées suite à une chute, 1 an après leur chute.	Mars-24 juil.-24
	Dissémination auprès des cellules régionales et des ARS des travaux autour de l'évaluation du plan antichute	Déc.-24
	Analyse des données poolées de l'ensemble des enquêtes NOYADES	Déc.-24
Surveillance des facteurs de risques liés aux modes de vie	Actualisation et mise à disposition des indicateurs de corpulence mesurée des enfants et d'activité physique des enfants et des adultes (données issues de la fusion des données Esteban-Inca3)	Déc.-24

Surveillance ciblée par population

Thématiques	Livrables	Echéances
Surveillance de la santé périnatale et petite enfance	Revue de la littérature sur les expérimentations et transférabilité de MBCP	Mars-24
	Protocole et outils : étude de faisabilité, d'acceptabilité et d'acculturation du programme MBCP	Juin-24
	Recueil des données de l'enquête nationale parentalité auprès des parents avec enfants entre 0 et 2 ans	Sept.-24
	Valorisation de l'enquête Nationale Périnatale (ENP), ENP-DROMs, Épifane sous forme d'articles validation algorithme indicateurs SP appariement ENP-SNDS	Courant-24
	Valorisation de la surveillance de la consommation de tabac, alcool et cannabis durant la grossesse sous forme d'articles	Courant-24
	Développement des indicateurs sur la mortalité infantile	Sept.-24
	Synthèse des signalements d'anomalies congénitales effectués par les registres auprès des ARS	Sept.-24
	Evolution de prévalence des anomalies congénitales ces 10 dernières années - article	Déc.-24
	Valorisation des résultats de la surveillance du diabète gestationnel sous forme d'articles : - Inégalités sociales dans le dépistage du diabète gestationnel - Evolution du dépistage: fractions attribuables	Courant-24
	Valorisation de la surveillance épidémiologique de la santé périnatale en France dans le cadre de la COVID sous forme d'articles	Mars-24
	rapport « surveillance de la santé périnatale en France : déclinaisons régionales du 1 ^{er} rapport national »	Déc.-24
Surveillance de l'HTA et des désordres hypertensifs chez la femme enceinte : résultats généraux - Article	Déc.-24	
Population adulte (mi-vie > 45 ans) et personnes âgées (>65 ans)	Rapport sur l'enquête d'incidence des infections chez les résidents d'Ehpad (H4LS)	Avr.-24
	Actualisation et mise à disposition des indicateurs de prévalence de la fragilité au cours de l'avancée en âge au niveau départemental	Avr.-24
	Rapport sur l'hospitalisation pour chutes, mortalité et risque d'institutionnalisation liés à la fragilité dans le SNDS	Déc.-24
	Surveillance de la multimorbidité : articles sur la surveillance épidémiologique des pathologies ostéo-articulaires	Juin-24

Objectif 2. Évaluer et promouvoir les interventions de prévention et de promotion de santé les plus efficaces et les plus efficientes

En 2024, l'agence poursuivra le développement du registre d'interventions efficaces et prometteuses afin de permettre aux professionnels de santé publique d'adopter des approches basées sur des preuves tangibles, et ainsi augmenter l'efficacité et l'équité des dispositifs locaux de prévention. Un comité d'évaluation des interventions a été nommé en juin 2022. Ce comité poursuivra son analyse des projets déjà documentés dans la base, ainsi que ceux à venir, repérés dans la littérature scientifique ou soumis à évaluation par des porteurs de projets locaux.

Projets	Livrables	Echéance
Registre d'interventions efficaces ou prometteuses	Evaluation des nouveaux projets par le comité d'experts	En continu
Évaluations d'interventions	BEH : Etude des exclusions du programme de dépistage organisé du cancer colorectal	Févr.-24
	Publication des indicateurs de participation 2023 au programme de dépistage organisé du cancer colorectal (Mars Bleu) et du cancer du sein	Mars-avril-24
	Publication des indicateurs de suivi des personnes ayant participé au programme de dépistage organisé du cancer colorectal 2020-2021 (Mars Bleu)	Mars-24
	Publication de la couverture du dépistage du cancer du col de l'utérus 2020-2022 (SNDS) et des indicateurs d'évaluation du programme DOCCU (centres régionaux de coordination des dépistages des cancers)	Juin-24
	Evolution des indicateurs de performance du dépistage organisé du cancer colorectal depuis la mise en œuvre du programme (2010-2021)	Déc.-24
	Unplugged : Rapport de suivi de l'implantation du programme	Mars-24
	VigilanS : Evaluation du programme à 3 ans, rapport d'analyse	Août-24

Objectif 3. Intégrer le calcul des gains de santé des actions de prévention et les réductions ou gains financiers générés par ces interventions (dépenses de santé ou dépenses sociétales)

L'impact des interventions de prévention et de promotion de la santé peut mettre parfois un certain temps avant de s'exprimer il est donc nécessaire de modéliser sur le moyen et long termes ce qui pourrait se passer après les changements mesurés à court terme, à partir de scénarios.

Afin d'assurer ces travaux, un partenariat a été construit avec l'équipe d'économie de la prévention de l'OCDE. Deux travaux ont été menés en partenariat étroit, l'un sur la prévention du tabagisme (financé par Santé publique France) et l'autre sur le Nutri-Score (financé par la Commission européenne) qui ont permis de modéliser le retour sur investissement exprimé financièrement et en années en bonne santé.

En 2024, c'est le programme Unplugged qui sera évalué. Ce programme, financé par la Commission européenne, a déjà été évalué dans 7 pays européens mais pas en France.

Projets	Livrables	Echéances
Évaluation économique de l'impact du programme Unplugged en France sur le moyen terme avec différents scénarios de déploiement / passage à l'échelle	Calcul du retour sur investissement + formation de l'équipe au modèle produit (transfert de compétences).	Juin 2024

Fiche enjeu

Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations

« Préserver et améliorer la santé des populations dans une perspective d'universalisme proportionné »

Afin de faire évoluer les connaissances, attitudes et comportements, ainsi que les représentations sociales des populations, Santé publique France déploie des dispositifs de marketing social s'appuyant sur les sciences comportementales, et articulés avec une offre d'aide à distance en santé. **Le marketing social** est complémentaire d'autres formes d'interventions de santé publique, parmi lesquelles celles visant au développement des compétences psychosociales (CPS) qui sont essentielles pour la prise de décision, la communication, la gestion des relations et des émotions, et contribuent ainsi à une meilleure santé. Dans une recherche d'efficience, Santé publique France soutient l'implantation et le déploiement d'interventions de prévention précoces et poursuivra en 2024 ses actions de sensibilisation aux **1 000 premiers jours** en direction du grand public, des futurs et jeunes parents et des professionnels de la petite enfance. Cette stratégie d'actions précoces dès la grossesse et le début de la vie est en cohérence avec l'approche épidémiologique de parcours de vie ou « *life course* » prônée par l'OMS et visant à réduire les fardeaux à l'âge adulte et renforcer les facteurs protecteurs en santé tout au long de la vie.

La prise en compte du fardeau est essentielle dans l'approche de Santé publique France en prévention et promotion de la santé. Ainsi, l'agence poursuivra en 2024 une stratégie ambitieuse sur les facteurs de risques majeurs en termes de fardeau : tabac, alcool, nutrition / activité physique, santé mentale (troubles psychiques et conduites suicidaires). Elle maintiendra également un dispositif de PPS sur canicule et poursuivra la création du dispositif sur les fortes chaleurs.

En 2024, Santé publique France renforcera par ailleurs son action dans une perspective de **plaidoyer** auprès des décideurs et des différents acteurs pour agir sur les déterminants structurels, les environnements et améliorer les réglementations protectrices de la santé. L'agence renforcera également sa capacité à mesurer le **retour sur investissement** de ses principales actions (cf. enjeu « Fardeau »).

Cette approche globale devra se traduire, à l'échelon territorial, dans la **manière d'apporter un appui aux acteurs territoriaux**³ dans le choix des actions probantes à implémenter dans leurs territoires (cf. enjeu « Fardeau »), ainsi que dans le choix des critères retenus pour soutenir et évaluer de nouvelles interventions. L'objectif est de permettre, grâce au partage de connaissances et au renforcement des compétences des acteurs et décideurs, le développement d'actions de proximité au plus près des publics, et notamment d'aller plus efficacement au contact de populations vulnérables, contribuant de fait à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Les modes d'action de Santé publique France peuvent s'examiner sous l'angle de la « promotion de la santé intégrée » (*integrated health promotion*) qui propose un continuum d'actions allant des approches individuelles aux approches populationnelles (petite enfance, jeunes, adultes, populations vulnérables). L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une

³ ARS, collectivités territoriales, CPTS...

perspective **d'universalisme proportionné** pour une prévention graduée selon les populations, afin de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS). En 2024, Santé publique France poursuivra la prise en compte du gradient social dans les études, les interventions et les évaluations. Elle mènera des actions tournées vers les **populations vulnérables** et poursuivra ses efforts en matière d'accessibilité et de littératie (cf. enjeu « Inégalités »). Elle s'assurera également de l'adaptation des messages de prévention et promotion de la santé en **milieu de travail** et en direction des **demandeurs d'emploi**.

L'agence développe de longue date des **sites internet consacrés à la prévention et à la promotion de la santé**, qu'elle fait évoluer pour répondre aux attentes des utilisateurs et gagner en efficacité. Elle accompagne la mise en place des bilans de prévention, en proposant notamment des outils à destination des populations vulnérables.

La promotion de la **santé mentale**, la prévention du mal-être, des troubles psychiques et des conduites à risque associées, ainsi que leur prise en charge (soins, réadaptation...), constituent des enjeux majeurs de santé publique. L'urgence conjoncturelle liée à la crise de la Covid-19 a nécessité des réponses rapides en matière de prévention et d'accompagnement pour favoriser une prise en charge précoce de la souffrance psychique avant que des troubles ne s'installent, s'aggravent et se chronicisent. Il est maintenant crucial de consolider les travaux engagés dans la suite des Assises de la santé mentale de 2021. Dans cette perspective, Santé publique France priorise ses travaux sur la santé mentale de la population, et en particulier des enfants et des jeunes. L'agence mobilise pour cela le continuum de ses missions de la connaissance à l'action : productions d'indicateurs de santé à partir des systèmes de surveillance en continu et d'enquêtes régulières en population (cf. enjeu « Fardeau »), outils de prévention pour la population et les professionnels de santé, soutien aux professionnels, communautés et réseaux engagés dans la prévention en matière de santé mentale.

Les objectifs de cet enjeu sont construits sur 3 grandes cibles populationnelles déclinées en sous-objectifs décrits ci-dessous.

Objectif 1. Permettre à toutes et tous de prendre un bon départ dans la vie

Donner à chaque enfant un bon départ dans l'existence est un déterminant majeur de santé dans une perspective de vie entière. C'est également un moyen efficace de réduire les inégalités en matière de santé, avec un retour sur investissement élevé. L'agence propose des interventions efficaces d'accompagnement des familles concernées par la petite enfance et en situation de vulnérabilité socio-économique. Cette stratégie, lancée depuis cinq ans au sein de l'agence, vise à sensibiliser le grand public, les futurs et jeunes parents et les professionnels de la petite enfance aux défis des premiers 1 000 jours de vie.

Projets	Livrables	Echéances
Campagnes de marketing social sur les 1 000 premiers jours	Lancement dispositif de communication sur les réseaux sociaux	Juin-24
	Rediffusion de campagne	Déc.-24
Outils d'information sur les 1 000 premiers jours	Brochures accessibles à tous Rapport final d'évaluation Site amélioré / refondu	Déc.-24
Développer les compétences éducatives des professionnels et des parents en matière d'éducation nutritionnelle des enfants et adolescents	Rapport - Evaluation de l'évolution dans le temps de la connaissance des nouvelles recommandations sur la diversification alimentaire ainsi que de la notoriété et du recours aux différents outils existants	Déc.-24
	Conception et diffusion de supports d'information sur l'alimentation et l'activité physique pour les femmes enceintes et allaitantes	Déc.-24

Objectif 2. Acquérir des compétences structurantes pour préparer l'entrée dans l'âge adulte

Afin de permettre à tous d'acquérir des compétences structurantes pour se préparer à l'âge adulte, l'agence déploie des interventions visant à développer les compétences psychosociales chez les jeunes. Dans une approche par déterminants, Santé publique France va développer un outil numérique d'aide à la diminution ou à l'arrêt du cannabis, une nouvelle campagne sur les paris sportifs ou encore une campagne d'incitation des jeunes à l'activité physique. Sur le plan de la santé sexuelle, l'agence s'appuiera sur le dispositif OnSEXprime qui a pour objectif de permettre une entrée positive dans la sexualité et l'adoption, sur le long cours, de comportements favorables à la santé sexuelle des adolescents.

Projets	Livrables	Echéances
Appli Cannabis : Outil numérique d'aide à la diminution ou à l'arrêt de la consommation de cannabis	Développement et mise en ligne de l'application	Avr.-24
	Préparation, lancement et réalisation de l'évaluation d'efficacité de l'application	2024-2025
Déploiement des compétences psychosociales chez les enfants, les jeunes et les adultes en position d'éducation	Séminaires de transfert de connaissance sur les CPS	Févr.-24
	Référentiel pratique sur CPS	Juil.-24
	Minifilms sur CPS	Déc.-24
Développer les compétences éducatives des professionnels et des parents en matière d'éducation nutritionnelle des enfants et adolescents	Conception de la brochure sur les recommandations alimentaires et les conseils parentaux pour les enfants de 4 à 11 ans, intégration de contenus pratiques sur mangerbouger.fr	Mars-24
Dispositif de marketing social en santé sexuelle à destination des adolescents (OnSEXprime)	Rédaction protocole d'évaluation du dispositif	Déc.-24
	Participation à l'analyse de l'enquête ENVIE sur la sexualité des jeunes adultes : articles	Juin-24
	Participation aux analyses de l'étude Enclass (menée en collège/lycée)	Mai-juil.-24
	Brochure Onsexprime-collège	Sept.-24
	Campagne de lancement Onsexprime	Sept.-24
Favoriser la pratique d'activité physique et limiter la sédentarité des jeunes	Rediffusion du dispositif de marketing social à destination des parents et des ados	Mai - sept.-24
	Poursuite du soutien au déploiement de projet Icaps	Déc.-24
	Valorisation du bilan de la 1 ^{ère} diffusion du dispositif de marketing social (Volet Parents)	Déc.-24
Prévenir, limiter ou retarder l'entrée des jeunes dans les conduites addictives et réduire les risques associés.	Sous réserve des résultats d'évaluation de la première diffusion : rediffusion et évaluation de de la campagne de réduction des risques en contexte festif « C'est la Base »	Sept.-24
Plaidoyer en faveur de mesures réglementaires pour l'encadrement du marketing des produits gras, sucrés, salés mené en direction des enfants et des adolescents	Etude sur l'exposition des enfants et adolescents aux communications commerciales sur Internet, suite au renouvellement du marché et selon les avancées technologiques sur ce sujet	Déc.-24
Promouvoir la santé au sein des clubs de sports - test pilote et test d'efficacité et des conditions d'efficacité (processus) de l'accompagnement	Evaluation de l'accompagnement au développement d'un milieu de vie promoteur de santé (accompagnement PROSCeSS)	Juin-24

Objectif 3. Avancer en âge en santé

Afin de permettre à chacun d'avancer en âge en santé, Santé publique France mène des mesures de prévention / promotion dans de nombreux domaines. Ainsi, en 2024, l'agence renforcera sa stratégie de prévention / promotion de la santé mentale par le lancement d'une campagne de repérage des signes de troubles ou de souffrance psychique et la mise en place d'un site internet dédié à la santé mentale.

En raison de l'augmentation en nombre, en précocité, en durée des canicules ainsi que de la persistance d'un défaut de perception du risque pour soi, Santé publique France met en place un dispositif de marketing social visant l'adaptation des comportements aux fortes chaleurs dans un contexte de changement climatique.

Afin d'améliorer la qualité nutritionnelle des consommations alimentaires et d'accompagner l'évolution de l'algorithme du Nutri-Score, l'agence mènera une campagne de communication début 2024.

Enfin, l'agence contribuera également à l'accompagnement de la mise en place des bilans de prévention aux âges clés qui seront lancés par le ministère de la Santé et l'Assurance maladie en 2024. Il s'agit notamment de développer et diffuser des outils pour les populations en situation de vulnérabilité.

Projets	Livrables	Echéance
Mise en œuvre de dispositifs ADALIS d'aide à distance sur les addictions (TIS, AIS, DIS, JIS)	Lancement étude pour améliorer le taux d'accessibilité des dispositifs ADALIS	Sept.-24
Refonte du label aide en santé	Nouvelle version du Label « qualité » des services et sites d'aide à distance	Juin-24
Mesurer la prévalence du tabagisme, étudier ses déterminants et les conséquences sanitaires du tabagisme	Actualisation de l'estimation de la mortalité attribuable au tabagisme : article	Mars-24
	Valorisation des données des enquêtes Baromètre de SpFrance : Articles sur les inégalités sociales, la dénormalisation du tabagisme, les opinions des fumeurs sur les prix du tabac, les raisons d'arrêter de fumer, le vapotage, les indicateurs régionaux	Déc.-24
Plaidoyer en faveur des interventions probantes de politique publique de prévention du tabagisme	Articles scientifiques valorisant l'évaluation médico économique des politiques publiques antitabac réalisée par l'OCDE, incluant l'opération <i>Mois sans tabac</i>	Juin-24
Dispositif de marketing social visant à inciter et aider les fumeurs à arrêter de fumer.	Rapport d'expérimentation d'une intervention de prise en charge du tabagisme par les professionnels de santé, mobilisant les sciences comportementales	Mars-24
	Rapports d'évaluation de <i>Mois sans tabac</i> 2023	Mars-24
	Rediffusion de la campagne 2021-2023 de renforcement de la dénormalisation du tabagisme	Juin-24
	Campagne Mois sans tabac 2024	Déc.-24
	Dispositif Employeurs pour la santé : Elargissement du dispositif aux autres thématiques avec développement d'une page sur le site institutionnel SpFrance	Déc.-24
Plaidoyer en faveur des interventions probantes de politique publique de prévention des consommations nocives d'alcool	Organisation d'un séminaire international sur les repères de consommation à moindre risque	Déc.-24

Projets	Livrables	Echéance
Dispositif de marketing social visant à inciter et aider les consommateurs à diminuer leur consommation d'alcool	Promotion du dispositif Alcool Info Service	Juin-nov-24
	Bilan du recours à l'alcoomètre	Déc.-24
Mesurer les niveaux de consommation d'alcool, étudier leurs déterminants et leurs conséquences sanitaires	Travaux d'estimation de la morbidité (hospitalisations) liée à l'alcool en France	Mars-24
	Articles ou rapports à partir de l'enquête Baromètre 2021 : ISS et alcool, classification des consommateurs d'alcool à risque à partir du score de l'Audit-C, méthodes de mesure de la consommation d'alcool	Déc-24
Mesurer les niveaux de consommation de drogues hors alcool et tabac, étudier leurs déterminants et leur impact en termes de morbidité et de mortalité	Etude de faisabilité d'une évaluation de la mortalité/morbidité liée à la consommation de cannabis	Déc.-24
Accompagner la mise en place des bilans de prévention aux âges clés	Nombre d'outils réalisés et diffusés, notamment pour les professionnels de l'aller vers et les populations en situation de vulnérabilité	Déc.-24
Communication et marketing social pour la promotion de la santé mentale et la prévention des troubles psychiques	Contenus de campagne repérage / GP	Oct-24
	Outils de repérage des signes / professionnels	Oct-24
	Contenus de campagne promotion des comportements bénéfiques	Oct-25
Enquête sur les représentations, besoins et pratiques du grand public en santé mentale	Rapport enquête quantitative	Déc.-24
Partenariat – information et Communication en santé mentale	Dispositifs d'information et de communication (Psycom)	Déc.-24
Améliorer la qualité nutritionnelle des consommations et de l'offre alimentaire à travers le déploiement du Nutri-Score	Conception, diffusion et évaluation d'une nouvelle campagne de communication pour faire savoir que le Nutri-Score évolue	Mars-24
	Suivi de la perception et de l'utilisation déclarée du Nutri-Score	Déc.-24
Améliorer les connaissances et renforcer les compétences de la population générale (adulte) en matière de nutrition	Evolution de mangerbouger.fr et de la Fabrique à menus	Juin-24
	Élaboration des recommandations alimentaires pour les plus de 75 ans	Déc.-24
Mesurer les connaissances des recommandations alimentaires d'activité physique et de sédentarité et les déterminants de ces connaissances	Valorisation des données des baromètres : Articles sur les connaissances des recommandations alimentaire du PNNS et sur les connaissances des recommandations d'activité physique et de sédentarité	Janv.-24
Réduire la sédentarité dans le milieu professionnel, en particulier dans le cadre du travail de bureau	Enquête qualitative auprès des employeurs sur la sédentarité dans le cadre du travail de bureau	Avr.-24
	Article sur l'efficacité des interventions pour réduire la sédentarité en milieu du travail	Déc.-24
	Edition et diffusion d'un support de plaidoyer pour la mise en œuvre d'actions pour réduire la sédentarité	Déc.-24
QuestionSexualité - Dispositif de marketing social en santé sexuelle auprès du grand public	Outils oubli de pilule (carte et site)	Mai-24
	Campagne de la semaine de la santé sexuelle	Mai-24
	Mise à jour des brochures QuestionContraception et Question IST	Juin-24
	Production d'un outil numérique « Prévention diversifiée » qui vient compléter la campagne 1 ^{er} décembre sur la question du choix du bon outil de protection du VIH et des IST	Nov.-24

Projets	Livrables	Echéance
Sexosafe - Dispositif de marketing social en santé sexuelle à destination des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes	Analyses des données de l'outil PrEP de Sexosafe.fr	Févr.-24
	Analyse de la notoriété et du recours au dispositif Sexosafe et caractéristiques utilisateurs (ERAS 2023)	Juil.-24
	Nouvelle stratégie terrain dans les lieux communautaires	Mai-24
	Nouvelle campagne dépistage	Sept.-24
	Rediffusion de la campagne PrEP	Nov.-24
Surveillance comportementale des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	Article "Evolution de l'usage de la PrEP 2017-2021"	Fév.24
	Rapport des éditions 2017-2021 de l'enquête ERAS	Fév. 24
	Valorisation de l'enquête ERAS 2023	Déc.-24
	Participation à la rédaction et la soumission d'un protocole de recherche pour la mise en œuvre d'une E-cohorte de chemsexuels (SESSTIM)	Sept.24
	BEH thématique "Chemsex"	Déc.24
	Etude Mémodépistages : valorisation scientifique	Déc.24
	Evolution de l'entrée vie sexuelle des HSH entre 2011 (EPG) et 2021 (ERAS)	Déc.-24
	Article « Après quatre éditions d'enquêtes en ligne, quels enseignements méthodologiques ? »	Déc.-24
Elaboration d'un socle de messages destinés à être déclinés dans toutes les actions de communication qui visent à réduire l'exposition alimentaire à la Chlordécone	Test des messages en population générale (compréhension et acceptabilité)	Mars-24
	Messages mis à disposition des décideurs	Juin-24
Suivi et promotion de la vaccination	Evaluation de VIS GP/PRO en vue d'optimisations	Juin-24
	Volet vaccination du Baromètre santé 2024	Juin-24
	Etude qualitative sur l'adhésion vaccinale des professionnels de santé	Déc.-24
Campagne d'information sur l'antibiorésistance pour le grand public et les professionnels de santé et de la petite enfance	Rediffusion de la campagne média sur le bon usage des antibiotiques	Mars-24
	Conception de la nouvelle campagne sur la protection de l'efficacité des antibiotiques	Nov.-24
	Valorisation sous forme d'articles : - analyse données baromètre santé 2024 - revue littérature sur communication/prévention antibiorésistance "une seule santé" - différences entre post test 2022 et 2024	Déc.-24
Mise à disposition des professionnels du champ sanitaire et social et de l'éducation des versions imprimées des outils de prévention et promotion de la santé conçus par l'agence	Bilan chiffré de la diffusion des outils	Janv.-25
Evaluation du dispositif VIH-Test	Rapport	Sept.-24

Inégalités sociales et territoriales de santé

« Favoriser une plus grande équité en santé »

Les inégalités sociales de santé résultent d'une inégalité de distribution d'une multitude de déterminants sociaux qui façonnent les conditions de vie dans lesquelles les personnes naissent, grandissent, vivent et vieillissent. Ces déterminants socio-économiques et territoriaux de la santé interagissent et influent sur l'état de santé d'une personne tout au long de la vie. La période de l'enfance (incluant la périnatalité) constitue une fenêtre de vulnérabilité mais aussi d'opportunité pour agir. Limiter l'aggravation des inégalités sociales dès le plus jeune âge et tout au long de la vie reste un enjeu majeur de santé publique en France.

Santé publique France vise à ce que l'agence documente les inégalités sociales de santé dans ses dispositifs de surveillance sanitaire et inscrive son action dans une perspective d'universalisme proportionné pour adapter les actions de prévention et de promotion de la santé selon le gradient social et les moduler au regard des populations concernées et des situations de vulnérabilité sociale. Les initiatives portées s'inscrivent également dans une logique d'équité, comprise comme l'absence de différences évitables ou remédiables entre différents groupes de personnes, qu'ils soient définis selon des critères socio-économiques, démographiques ou géographiques, satisfaite lorsque chacun peut parvenir à son plein potentiel de santé et de bien-être.

La prise en compte de ces inégalités dans les différents projets de l'agence se fait progressivement grâce des actions de sensibilisation par l'équipe de coordination et d'animation de cet enjeu aux méthodes permettant de documenter les inégalités sociales de santé, notamment pour mieux mettre en évidence les déterminants sociaux à l'origine de ces inégalités et à l'appui méthodologique apporté.

Au-delà de la compréhension de ces inégalités, l'enjeu vise également à **mettre à disposition les indicateurs et les leviers d'action auprès des acteurs de terrain et des décideurs** pour orienter leurs actions en faveur d'une plus grande équité en santé.

Dans une logique de hiérarchisation et d'emploi optimal de ses moyens, Santé publique France a considéré prioritaire de mobiliser ces leviers d'action sur deux populations particulièrement concernées par les inégalités sociales de santé : la petite enfance et les personnes éloignées du système de santé, en s'appuyant sur :

- 1) **la médiation en santé** pour favoriser le recours aux services de santé (au-delà du système de soins) pour les personnes qui en sont éloignées,
- 2) **la mobilisation des connaissances** pour rassembler les savoirs expérientiels des acteurs de terrain et décideurs et les connaissances des chercheurs afin de nourrir des plaidoyers et de produire collectivement des pistes d'action ; cela inclut une politique volontariste d'ouverture de nos données et de médiation de ces données auprès des collectivités locales (politiques publiques locales de santé) et d'autres acteurs intermédiaires (syndicats, associations...);
- 3) **la littératie en santé** qui englobe les motivations et compétences des individus à accéder, comprendre, évaluer et utiliser l'information concernant leur santé et d'adapter les dispositifs de marketing social afin qu'ils soient accessibles à tous.

Cette stratégie ambitieuse sur un sujet aux interdépendances complexes doit aussi s'appuyer sur des partenariats solides incluant le monde académique, la sphère décisionnelle mais aussi et surtout sur les acteurs de terrain. La prise en compte de l'ensemble de ces parties prenantes est une condition essentielle pour identifier, suivre et mesurer de manière pertinente les répercussions des inégalités sociales sur la santé, rendre visibles les mécanismes sous-jacents des déterminants sociaux de santé, notamment structurels, et identifier ou évaluer les outils pour promouvoir davantage d'équité et mieux éclairer les politiques publiques.

Objectif 1. Mieux comprendre les mécanismes des inégalités sociales de santé en utilisant les indicateurs pertinents pour mesurer les déterminants sociaux et environnementaux dans les études et les dispositifs de surveillance

Le rôle de l'agence est de sensibiliser et de mobiliser les connaissances pour le plaidoyer en santé publique afin de promouvoir des réponses intersectorielles en faveur du développement d'environnements favorables à la santé et à l'équité en santé. Pour adresser les disparités sociales dans leur ensemble, il est essentiel de ne pas limiter l'action à la sphère sanitaire, mais de considérer tous les facteurs sociaux qui impactent la santé, qu'ils soient structurels (environnement, logement, emploi, éducation et position sociale), comportementaux (consommation d'alcool, de tabac, nutrition) ou encore liés à l'accès aux soins et à la prévention (vaccination et dépistage).

Pour répondre à ces enjeux, deux axes prioritaires de travail seront poursuivis en 2024.

Il s'agira tout d'abord **de mieux identifier et définir les indicateurs sociaux relatifs aux déterminants structurels de santé à intégrer en priorité dans les enquêtes de Santé publique France**. Après avoir identifié en 2023 les indicateurs sociaux les plus pertinents à intégrer dans les enquêtes de l'agence (logement, origines et l'emploi), l'agence produira en 2024 une synthèse de ses besoins en matière de recueil et d'utilisation des indicateurs sur ces déterminants afin qu'ils soient intégrés de façon systématique dans ses études.

Projets	Livrables	Echéance
Développement d'indicateurs visant à une meilleure intégration des principaux déterminants sociaux de la santé dans les actions mises en œuvre par SpFrance	Fiche variable Emploi	Mars-24
	Fiche variable Logement	Mars-24
	Fiche variable Origines	Mars-24
	Valorisation des travaux sur l'Indice défavorisation sociale dans les DROMS DOM	Mars-24
	Article sur les déterminants sociaux de la tuberculose	Août-24

Les analyses exploratoires des indices de défavorisation sociale initiées en 2023, dont celles sur la spécificité des territoires ultramarins, seront publiées en 2024. À la suite de travaux conduits avant 2023, de nombreuses études et enquêtes de l'agence intègrent désormais les indices de défavorisation sociale dans leurs analyses. D'autres études, menées par Santé publique France ou coconstruites avec des partenaires nationaux (DGS, DGESCO) ou locaux (ARS, ORS...), intègrent d'ores et déjà ces caractéristiques socioéconomiques de façon individuelle.

Projets	Livrables	Echéance
Surveillance des inégalités sociales de santé (ISS) en santé périnatale	Article international « indice territorial de désavantage social »	Janv.-24
	Evolution du niveau de la littératie en santé : analyse statistique et rédaction document de synthèse	Janv.-24
	Articles : effet médiateur potentiel de la littératie en santé sur la relation entre caractéristiques socio-économiques et les inégalités sociales de santé et la survenue de la prématurité /du PAG et du diabète gestationnel.	Déc.-24
	Evolution du niveau de la littératie en santé et des caractéristiques associées : article international	Déc.-25
Epifane: Enquête sur l'alimentation du nourrisson en lien avec l'enquête nationale périnatale	Publication du rapport de l'enquête Epifane sur l'alimentation (allaitement et diversification alimentaire) des nourrissons pendant leur première année	Mars-24
	Déterminants de l'allaitement maternel et de sa durée	Déc.-24
Intégration des inégalités sociales de santé et des vulnérabilités territoriales à partir du programme périnatalité et petite enfance	Revue des interventions visant à améliorer les interactions précoces chez les plus défavorisés dans les pays développés	Févr.-24
	Protocole d'une recherche interventionnelle pour favoriser les interactions précoces chez les familles en situation de vulnérabilité sociale	Avr.-24
Projet 1 000 1^{ers} jours – Promotion des Interventions de Prévention Précoce à Domicile (IPPAD)	Guide pratique pour l'implantation des IPPAD dans les territoires	Déc.-24

L'étude ENTRED-3 a également permis de décrire l'état de santé et l'accès aux soins des personnes diabétiques en France en fonction du niveau de défavorisation sociale, y compris dans les territoires d'outre-mer. En se basant sur un indice de désavantage social, ses résultats ont permis d'analyser l'impact des inégalités socioéconomiques sur le diabète de type 2 en France de 2010 à 2020. Ces conclusions, transmises aux décideurs publics, permettront d'orienter l'élaboration des programmes régionaux de Santé dans les outre-mers.

Projets	Livrables	Echéance
Surveillance des inégalités sociales et territoriales de santé dans le domaine du diabète	Réflexion sur la mise en place d'une intervention pilote en matière de littératie en santé	Janv.-24
	Article International : ISS chez les personnes atteintes de DT2 (Caractéristiques, état de santé, recours aux soins) à partir des données d'Entred-3	Déc.-24
	Article international: scores de littératie chez les DT2 et leurs déterminants	Déc.-24
	Evolution de la mortalité et de la surmortalité globale et par causes selon les ISS	Déc.-24

Le second objectif prioritaire vise à étudier les populations en situation de vulnérabilité sociale non couvertes par les systèmes de surveillance habituels. En 2024, une attention particulière sera portée aux individus exclus de l'emploi, avec un examen approfondi de leur profil et de leur état de santé, basé sur l'EDP santé et les Baromètres santé. Ces informations seront partagées avec les autorités de santé pour élaborer des stratégies ciblées répondant aux besoins de santé identifiés par Santé publique France.

Projets	Livrables	Echéance
Surveillance Epidémiologique de la Santé des personnes Sans Emploi (SESSE)	Rapport : Evolution des pratiques et de la Santé générale déclarée des personnes au chômage en France à partir des Baromètres santé	Mars-24
	Rapport : Profil et état de santé des personnes au chômage en France emploi à partir de l'EDP santé	Avr.-25

Les résultats de l'étude menée en 2023 sur les gens du voyage, population défavorisée en termes de logement, seront valorisés. L'utilisation de ces résultats ont pour finalité de promouvoir des actions de prévention en lien avec des problématiques de santé spécifiques, telles que le saturnisme, et d'orienter les politiques d'aménagement du territoire en tenant compte des questions liées aux environnements propices à la santé.

Projets	Livrables	Echéance
Étude Gens du voyage	Article : Etude déterminants recours aux soins des gens du voyage	Juin-24
	Article : couverture vaccinale des gens du voyage	Oct.-24

Enfin, les analyses relatives à la surveillance nutritionnelle de l'enquête Unono Wa Maore menées en 2023 à Mayotte se poursuivront également en 2024.

Projets	Livrables	Echéance
Surveillance nutritionnelle (consommations alimentaires, état nutritionnel) – traitement des données de l'enquête Unono Wa Maore Analyses Maladies Chroniques, nutrition de l'enquête Unono Wa Maore (Mayotte)	Insécurité alimentaire à Mayotte, regard croisé avec les données de France métropolitaine	Déc.-24

Objectif 2. S'assurer de l'efficacité des actions de promotion de la santé pour les personnes les plus défavorisées et les plus éloignées du système de santé

La médiation en santé et la littératie en santé sont des leviers permettant d'agir sur les déterminants de santé, et de développer le pouvoir d'agir des individus mais aussi de lutter contre les causes structurelles d'un déficit de prévention. Les objectifs de l'agence sont de fournir un cadre méthodologique pour la médiation en santé, développé avec des équipes de recherche.

Concernant la médiation en santé, un cadre méthodologique, expliquant son fonctionnement pour favoriser le recours en santé (dépistage, vaccination) a été élaboré en 2023 en collaboration avec une équipe de recherche à l'Université de Bordeaux, et proposé au collectif des médiateurs en santé, porté par la FNASAT (qui est mandaté par la DGS pour le plan national de médiation en santé).

En 2024, il s'agira de rassembler les connaissances et les données permettant de documenter les conditions d'efficacité de la médiation en santé auprès d'un réseau d'acteurs mettant en œuvre la médiation en santé auprès des personnes en situation de grande précarité, afin de proposer collectivement (entre acteurs, décideurs et chercheurs) des leviers d'action pour favoriser le recours aux services de santé.

L'agence éprouvera également ce cadre théorique dans des projets d'études en région en lien avec ses partenaires, comme la Cnam, les ARS ou les associations œuvrant auprès des publics en grande précarité. En témoigne l'implication de l'agence dans l'évaluation du programme « 13 en santé » à Marseille qui vise à favoriser le recours au dépistage organisé du cancer et à la vaccination dans les quartiers prioritaires.

Projets	Livrables	Echéance
Médiation en santé à destination des populations précaires	Cadre conceptuel de la médiation en santé : guide méthodologique à l'évaluation	Avr.-24
	Rapport méthodologique sur aide à l'évaluation et à la mise en œuvre des fonctions clés de la médiation en santé	Oct.-24
Evaluation des actions de médiation en santé auprès des populations vulnérables à Marseille (étude 13 en santé)	T1 - Synthèse des résultats à destination des ARS	Mars et sept-24
	Valorisation scientifique des résultats	Déc.-24

L'agence applique depuis plusieurs années les principes de la **littératie en santé** à ses dispositifs de communication et de marketing social et prend en compte les compétences numériques des publics visés (littératie en santé numérique) pour une meilleure adhésion des populations les plus défavorisées socialement. Ce travail sera poursuivi en 2024.

Projets	Livrables	Echéance
Prise en compte de la littératie en santé (LS) dans les différentes activités de l'agence, des actions de communication et de marketing social aux projets d'enquêtes	Formation interne Littératie en santé	Mai-24
	Rapport d'analyse LS numérique baromètre	Juin-24
	Enquêtes : exploitation données LS numérique Baromètre et réflexion inter-institutionnelle outils mesure LS	Déc.-24
	Publication rapport HLS19	Déc.-24
	Scoping review diabète (contribution projet Jacardi)	Sept.-25

Par ailleurs, l'agence développe l'évaluation et le monitoring de ses activités pour s'assurer que les dispositifs de prévention sont bien utilisés par les populations les plus défavorisées et en informer les ARS, les acteurs de terrain et la DGS. À titre illustratif, le dispositif de prévention de la récurrence suicidaire, Vigilans, déployé en 2023 et dont l'agence va concevoir la base de données, produira à partir de 2024 des indicateurs de suivi intégrant les données sociales à destination des décideurs, afin de mesurer l'efficacité de ce dispositif et de son déploiement auprès des populations les plus vulnérables.

Projets	Livrables	Echéance
Constitution d'une base de données nationale de patients suicidants pris en charge par le dispositif de prévention de la récurrence suicidaire, Vigilans, et production d'indicateurs de suivi (monitoring)	Base de données nationale Vigilans	Juil.-25

Objectif 3. S'assurer que les personnes les plus défavorisées soient prises en compte, y compris lors des situations de crise

Le rôle de Santé publique France est de bien documenter les déterminants sociaux structurels de la santé, de les analyser et de mettre en évidence, en lien avec les équipes de recherche, leurs mécanismes d'action afin de les porter à la connaissance des acteurs et promoteurs de santé publique, pour une meilleure prise en compte dans les actions qu'ils déploient. Pour ce faire, la nécessité de co-construire avec les décideurs et les collectivités locales en amont des actions / projets reste primordiale, mais aussi avec les populations elles-mêmes, les associations et les collectivités.

Pour un plaidoyer plus efficace, deux leviers ont été utilisés jusqu'à présent : la participation des publics défavorisés aux études réalisées et le partenariat avec les associations qui travaillent auprès des populations vulnérables.

- Depuis 2021, **des publics défavorisés dans les études de Santé publique France ont participé aux actions de l'agence et des partenariats ont été noués avec les associations représentatives de ces publics.**

Ainsi, le travail réalisé avec les gens du voyage a permis d'initier la réflexion avec les associations (FNASAT) et DIHAL sur les conséquences sanitaires de la localisation des aires d'accueil et sera poursuivi en 2024.

- En 2023, un second levier a été de **développer le partenariat avec le monde associatif qui travaille auprès des populations vulnérables.** Ainsi, l'apport de Santé publique France au plaidoyer de l'Unicef pour mieux prendre en compte la pauvreté de l'enfant dans les politiques publiques (que ce soit dans les plans de réduction de la pollution atmosphérique ou dans les politiques de logement pour les adapter aux spécificités des enfants sans domicile) a eu un fort impact médiatique et a permis de porter ces points de vigilance auprès des décideurs (Assemblée nationale). L'articulation avec ces acteurs, que ce soit au niveau local, régional ou national est un prérequis à toute démarche, ainsi qu'avec les usagers et les associations investies sur ces questions. Ce travail sera poursuivi en 2024.

Le renforcement du partenariat avec les institutions du secteur de la santé sera développé en 2024. Les stratégies et politiques nationales, régionales et locales ont une interdépendance forte sur cette question, les Agences régionales de santé (ARS) élaborant en accord avec la stratégie nationale de santé les Plans régionaux de santé (PRS), comprenant un cadre d'orientation stratégique, un schéma régional de santé et un programme régional d'accès à la prévention et aux soins des populations les plus défavorisées.

C'est également dans le cadre de ces documents que les ARS financent les CLS (contrats locaux de santé) avec les collectivités territoriales, qui portent sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social et les ASV (Ateliers ville santé) de leur territoire, qui sont des démarches de promotion de la santé au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Au niveau local, les communes et les intercommunalités définissent un certain nombre de plans qui influencent les facteurs environnementaux, comme le ScoT (Schéma de cohérence territoriale) qui est un cadre de référence pour différentes politiques sectorielles (urbanisme, habitat, mobilité, environnement, aménagement commercial, etc.). Ces démarches sont pertinentes pour agir sur les questions de santé qu'elles soient environnementales et / ou sociales et différents travaux sur les déterminants structurels de santé pourraient nourrir le plaidoyer pour alimenter ces différents dispositifs.

Fiche Enjeu

Soutien à la programmation scientifique de l'agence et à l'expertise en santé publique et sécurité sanitaire

La programmation scientifique découle de la mise en œuvre des six enjeux thématiques mais également de différentes stratégies de l'agence. Peuvent être citées notamment : la stratégie scientifique (avec le renforcement des capacités d'expertise en santé publique de l'agence), la stratégie européenne et internationale, la stratégie d'ouverture des données, la stratégie d'ouverture et de dialogue avec la société et les parties prenantes, la stratégie de développement des compétences en santé publique des agents et des membres du Réseau national de santé publique (RNSP).

Le conseil scientifique (CS), le comité d'orientation et de dialogue (COD), le comité d'éthique et de déontologie (CED) contribuent par leurs avis et conseils à ces stratégies et à leur mise en œuvre opérationnelle.

2024 verra l'aboutissement de travaux lancés en 2021 dans des domaines structurants pour l'agence et de nature à renforcer la confiance du public dans ses travaux et son expertise.

La formalisation du processus d'expertise interne et externe, en vue de la production d'avis et de recommandations pour la décision en santé publique et sécurité sanitaire en application de la Charte de l'expertise sanitaire, s'accompagne de la volonté de rendre le processus d'expertise plus lisible et les livrables de l'expertise plus visibles pour tous.

Il s'agit d'accroître la reconnaissance de Santé publique France comme un acteur clé de l'expertise en santé publique et sécurité sanitaire au plan national, dans le respect des principes déontologiques applicables.

L'analyse des recommandations du séminaire « **Éthique en santé publique** » de novembre 2023 visera à faciliter l'implantation d'une approche délibérative de l'éthique en santé publique adaptée aux missions de l'agence. Seront mis à disposition des agents des repères pour faciliter l'analyse éthique des projets de l'agence et une meilleure intégration des enjeux éthiques dans la conception des dispositifs de surveillance et de marketing social, dans la conception des protocoles et de l'analyse des résultats des investigations et enquêtes, dans les productions scientifiques qui en découlent, ainsi que dans les avis de l'agence.

Le développement des compétences collectives **en santé publique au sein de l'agence et à destination des membres du RNSP sera poursuivi** avec les partenaires privilégiés de l'agence (ISPED, EHESP, ECDC...) ; l'évolution de la formation à l'épidémiologie de terrain avec l'EHESP pour le cours de formation à l'épidémiologie de terrain (IDEA) sera poursuivie.

Les activités européennes et internationales s'inscrivent dans la continuité des années précédentes, en particulier avec les travaux conduits en lien avec l'ECDC dont le mandat a été élargi en 2021 et l'implication dans des projets européens financés par EU4Health. L'accueil du secrétariat de IANPHI (Association internationale des Instituts de santé publique) par l'agence contribue à la reconnaissance de SpFrance comme un acteur reconnu par ses pairs à l'international et les organisations internationales. L'agence contribue également aux activités de l'association, en particulier ceux en lien avec l'OMS sur le développement de surveillance collaborative, du changement climatique et de la santé, sur le développement de

guides pour l'opérationnalisation des fonctions essentielles de santé publique par les instituts. Ce réseau des instituts facilite la réalisation d'exercice de benchmarking dans différents domaines et les échanges entre les instituts.

La stratégie d'ouverture et de dialogue avec la société et les parties prenantes sera formalisée et déclinée en un plan d'actions à deux ans (2024 et 2025).

Les actions conduites dans le cadre de cette stratégie viseront notamment à ancrer au sein de l'agence des processus de travail ouverts aux contributions des parties prenantes et de la société civile, à tisser des liens plus étroits avec des structures en charge de l'organisation de débats et consultations publiques et avec des équipes de recherche spécialisées dans ce champ. C'est notamment le cas de la Commission nationale du débat public (CNDP), avec qui une mission de conseil sur la méthodologie à suivre pour inclure la société civile dans les orientations et travaux de l'agence est envisagée pour 2024.

Le Comité d'orientation et de dialogue s'est engagé dans des missions d'observation de dispositifs participatifs en région selon un protocole défini conjointement avec l'agence et à aller à la rencontre des cellules régionales. Ces missions d'observation se poursuivront en 2024.

Un guide sur la participation des parties prenantes aux études, enquêtes et investigations de Santé publique France, basé sur des expériences en régions, sera mis à disposition des agents pour faciliter l'échange d'expériences.

Dans le champ de la communication, plusieurs actions phares sont à citer :

- **afin de renforcer le positionnement et le rayonnement de Santé publique France, une enquête de perception de l'agence par ses publics** sera finalisée début 2024. Il s'agit d'identifier les sujets sur lesquels Santé publique France est attendue par ses parties prenantes et comment sont perçus les travaux et outils de l'agence. Cette enquête permettra de dégager des priorités sur le plan de communication, d'évaluer et d'identifier la valeur ajoutée que l'agence peut apporter en matière d'outils et de messages de santé publique, aussi bien de la part des citoyens que de ses parties prenantes ;
- **la diffusion des connaissances et des données auprès des acteurs de santé publique** est un passage incontournable. Hormis les publications scientifiques classiques, garantes de la qualité de l'expertise scientifique, deux nouveaux-nés dans le paysage des publications de l'agence : la jeune collection « Paroles d'experts » permet de synthétiser pour le plus grand nombre les échanges de séminaires scientifiques organisés par l'agence sur des enjeux et thématiques précis et regroupant des experts extérieurs d'univers variés. L'éthique en santé publique sera l'un de ces livrables pour 2024. Cette collection permet également de faire vivre la chaîne YouTube de Santé publique France, ces séminaires étant filmés et retransmis en quasi-intégralité ;
- par ailleurs, **la refonte des publications *Point épidémiologique*, *Bulletin de santé publique* ou *Le Point sur***, dont la diversité tant sur le plan du contenu que du format rend complexe, pour le lecteur, la place de l'agence et son action, en particulier en région ;
- en juin 2024, une nouvelle édition des **Rencontres de Santé publique France** permettra de faire rayonner l'expertise et le savoir-faire de l'agence : partage d'expériences et bonnes pratiques, mise en perspective des grands enjeux et enseignements majeurs en matière de politiques publiques en faveur d'un environnement favorable à la santé des populations, en particulier les plus vulnérables.

Citation suggérée : Santé publique France. Programme de travail 2024. Saint-Maurice : Santé publique France, 2023. 51 p.
Disponible à partir de l'URL : www.santepubliquefrance.fr

ISSN : EN COURS / ISBN-NET 979-10-289-0882-9 / RÉALISÉ PAR LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION, SANTÉ PUBLIQUE FRANCE /
DÉPÔT LÉGAL : DÉCEMBRE 2023